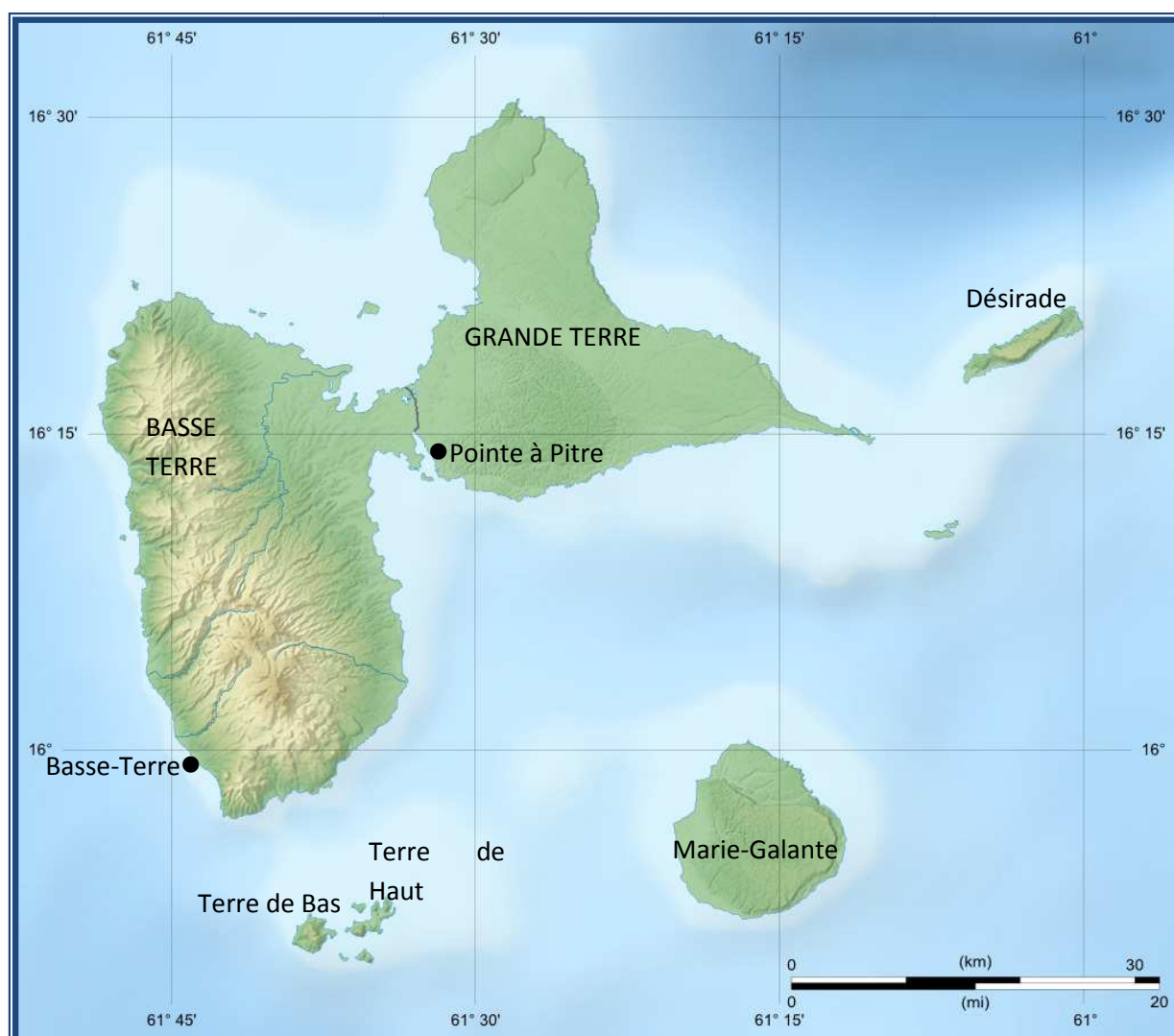




PLAN DE COMPENSATION 2014-2020 DES SURCOUTS DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DES ILES DE GUADELOUPE (VERSION 3)



1. Avant-propos

Afin de permettre à la Guadeloupe de bénéficier des mêmes opportunités que celles prévalant dans l'ensemble de l'Union Européenne, le FEAMP pour sa programmation 2014-2020 prévoit de compenser les surcoûts que subissent les acteurs de la filière de la pêche et de l'aquaculture. Le plan de compensation, présenté ici dans sa version concertée et enrichie (V2), traduit les principales contraintes économiques rencontrées par la filière et présente une estimation des surcoûts associés aux secteurs pêche, transformation et aquaculture en Guadeloupe. Il est le résultat d'un travail d'enquête conduite auprès des acteurs de la filière, d'une analyse économique des activités et d'une concertation tripartite Etat/Région/professionnels.

Cette concertation entre l'Etat, la Région Guadeloupe et les professionnels de la filière, à savoir le comité régional des pêches et des élevages marins des Iles de Guadeloupe (CRPMEM-IG) et le syndicat des producteurs aquacoles (SYPAGUA) a établi que :

1. L'ensemble des produits de la pêche et de l'aquaculture de Guadeloupe supportent des surcoûts pour leur production, il est donc pertinent de considérer l'ensemble de ces produits dans le plan de compensation. L'évaluation des surcoûts est opérée par groupe d'espèces compte tenu de la grande spécificité des modes de captures pratiquées localement.
2. Toutefois, il est admis que le mode de compensation des surcoûts des opérateurs de pêche, couplé à la production (comme défini par l'article 70 de la version du 15 mai 2014 du règlement FEAMP) pourrait favoriser une exploitation accrue des ressources marines et côtières. Il serait souhaitable, par conséquent, que le régime de compensation des surcoûts de la Région Guadeloupe, en cohérence avec les objectifs de la PCP et de la PMI, soit mis en œuvre sous forme d'un programme de mesures compatible avec un développement durable des secteurs de la pêche et de l'aquaculture.
3. La mise en œuvre de la compensation des surcoûts aux opérateurs de la pêche, sous forme d'un programme de mesures, devra soutenir la transition de la filière pêche vers une exploitation durable des ressources marines et au développement de l'aquaculture et de la transformation en respect des objectifs de la PCP.
4. Le régime de compensation des surcoûts dans sa forme actuelle (avec un montant de compensation versé par unité de volume de production) semble en revanche bien adapté à la filière aquacole, qui s'inscrit déjà dans une logique d'aquaculture durable. Pour les mêmes raisons, ce régime est également adapté à la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, très peu développé en Guadeloupe.
5. Le régime de compensation des surcoûts en Guadeloupe a été défini afin de permettre une montée en puissance en début de programmation et autoriser des ajustements en fonction des volumes à compenser par le plan, très variables selon les années et l'adhésion des opérateurs. En outre, le plan de compensation vise le développement de la filière aquacole et des ateliers de transformation dont les volumes de production vont croître fortement.

Le plan de compensation présenté ci-dessous reprend la structure du plan de compensation telle que définie dans le règlement d'exécution n°7771/2014 de l'UE et la structure de plan harmonisé prévu par la DPMA. Il a été enrichi par souci de lisibilité et de cohérence entre les enjeux des secteurs de la pêche et de l'aquaculture de Guadeloupe, et la mise en œuvre pratique.

Table des matières

1.	Avant-propos	2
2.	Analyse et stratégie retenue pour structurer les filières de la pêche et de l'aquaculture	5
2.1.	Les îles de Guadeloupe dans leur environnement.....	5
2.1.1.	Situation géographique et économie.....	5
2.1.2.	Zones de pêche, licences et partenariats avec les pays de la zone	7
2.1.3.	Spécificités de la zone géographique.....	7
2.2.	La pêche en Guadeloupe	8
2.2.1.	Description du secteur et rappel des données	8
2.2.2.	Atouts, faiblesses, opportunités et contraintes.....	9
2.3.	L'aquaculture en Guadeloupe.....	12
2.3.1.	Description du secteur et rappel des données	14
2.3.2.	Atouts, faiblesses, opportunités et menaces.....	15
2.4.	Synthèse descriptive des marchés locaux, d'importation et d'exportation	18
2.5.	Stratégie d'action du plan de compensation 2014-2020.....	22
3.	Les surcoûts de la pêche et l'aquaculture.....	24
3.1.	Approche méthodologique de calcul des surcoûts.....	24
3.1.1.	Collecte de données.....	24
3.1.2.	Enquêtes auprès des opérateurs	24
3.2.	Produits supportant des surcoûts.....	25
3.3.	Identification des opérateurs supportant des surcoûts	30
3.4.	Calcul des surcoûts de la pêche	30
3.4.1.	Pêche hauturière des grands pélagiques	30
3.4.2.	Pêche côtière des poissons démersaux, crustacés et mollusques	38
3.5.	Calcul des surcoûts pour l'aquaculture.....	47
3.5.1.	Les aliments.....	47
3.5.2.	Juvéniles	48
3.5.3.	Surcoûts liés à l'absence d'expertise locale et au contexte cyclonique	51
3.5.4.	Frais bancaires	51
3.5.5.	Assurances	51
3.5.6.	Communications	51
3.5.7.	Synthèse.....	51
3.6.	Calcul des surcoûts de la collecte	59

3.7. Calcul des surcoûts de la transformation.....	62
4. Autorités compétentes	71
5. Références	71

2. Analyse et stratégie retenue pour structurer les filières de la pêche et de l'aquaculture

1.

2.

2.1. Les îles de Guadeloupe dans leur environnement.

Située au cœur de l'arc antillais rassemblant 38 pays ou territoires, entre l'océan Atlantique et la mer des Caraïbes, la Guadeloupe, se trouve à environ 6 700 km de la France hexagonale, à 600 km au nord des côtes de l'Amérique du Sud et à 2 200 km au sud-est des États-Unis d'Amérique.

2.1.1. Situation géographique et économie

Archipel de 1 628 km² et 95 978 km² de zone économique exclusive, la Guadeloupe est constituée de cinq groupes d'îles: la Grande-Terre et la Basse-Terre formant la Guadeloupe proprement dite, Marie-Galante, Terre-de-Haut, Terre-de-Bas, formant l'archipel des Saintes et La Désirade. L'archipel de Guadeloupe s'affirme par la diversité de ces paysages, de sa faune et de sa flore, comme une mosaïque de cultures et d'identités.

Dans l'espace caribéen, les îles de Guadeloupe se positionnent au 19^{ème} rang en termes de population et au 6^{ème} pour le produit intérieur Brut par habitant (PIB). Le PIB courant par habitant est structurellement inférieur à celui observé en métropole. Il est marqué par un poids élevé de la consommation et la faiblesse des exportations.

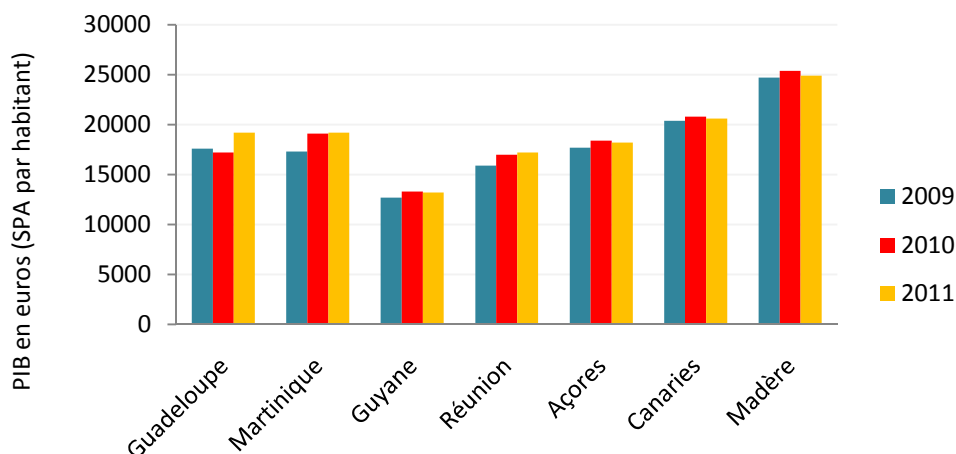


Figure 1: PIB des RUP par habitant de 2009 à 2011 (EUROSTAT)

Région ultrapériphérique de l'UE, les droits et les obligations découlant des Traités européens s'appliquent pleinement en Guadeloupe.

Néanmoins, comme explicité dans l'article 349 du TFUE, «**la situation économique et sociale structurelle des RUP est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement**».

Cette situation structurelle est aggravée par le contexte marqué par la contamination des sols et du milieu marin à la chlordécone (pesticide organochloré utilisé pour le traitement des bananeraies), et

depuis 2009, par l'apparition d'une espèce invasive, le poisson lion. Les statistiques sur le secteur et sa place dans l'économie régionale sont résumées au tableau suivant.

Tableau 1: Principaux indicateurs de la pêche et de l'aquaculture de la Guadeloupe

Indicateurs géographiques		Données	
1 - Territoire			
Distance de l'État membre d'appartenance (km)		6 800	
Superficie du territoire (km²)		1 700	
Linéaire de côte (km)		405	
Zone économique exclusive (millions de km²)		95 978	
Indicateurs socio-économiques		Données	Référence
2 – Données économiques régionales			
Population		405 739	2013
Densité (habitants/km2)		248,7	2011
PIB (million d'euros)		7 777	2011
PIB par habitant (en euros)		19 200	2011
PIB métropole (million d'euros)		1 782 405	2011
PIB par habitant métropole (en euros)		27 400	2011
PIB par hab. / PIB par hab. métropole		70%	2011
Estimation d'emplois salariés et non-salariés		123 569	2011
Taux de chômage (% de la population active)		22,6	2011
3 – Le secteur de la pêche et de l'aquaculture			
Emplois de marins (pêcheurs professionnels)		1 583	2011
Emplois de marins (dont pêcheurs non déclarés - estimation)		6 500	2011
Emplois dans les services amont et aval (estimation)		134	
Emplois générés directement ou indirectement par le secteur de la pêche (estimation)		3 000	2011
Volume des exportations (en tonnes)		58	2011
Volume estimé des importations (en tonnes)		6 617	2011
Solde en volume des échanges de produits de la mer (en tonnes)		6 559	2011
4 - Importance socio-économique de la pêche et de l'aquaculture			
% des emplois secteur pêche dans les emplois régionaux			
% de la richesse créée par le secteur primaire		32%	2011

2.1.2. Zones de pêche, licences et partenariats avec les pays de la zone

Les faibles distances entre les îles et les enjeux économiques y attachés concourent à faire de la mer, patrimoine commun des peuples de la Caraïbe, un espace convoité pour les pratiques traditionnelles de pêche. Toutefois, aucun accord de pêche n'y est actuellement en vigueur.

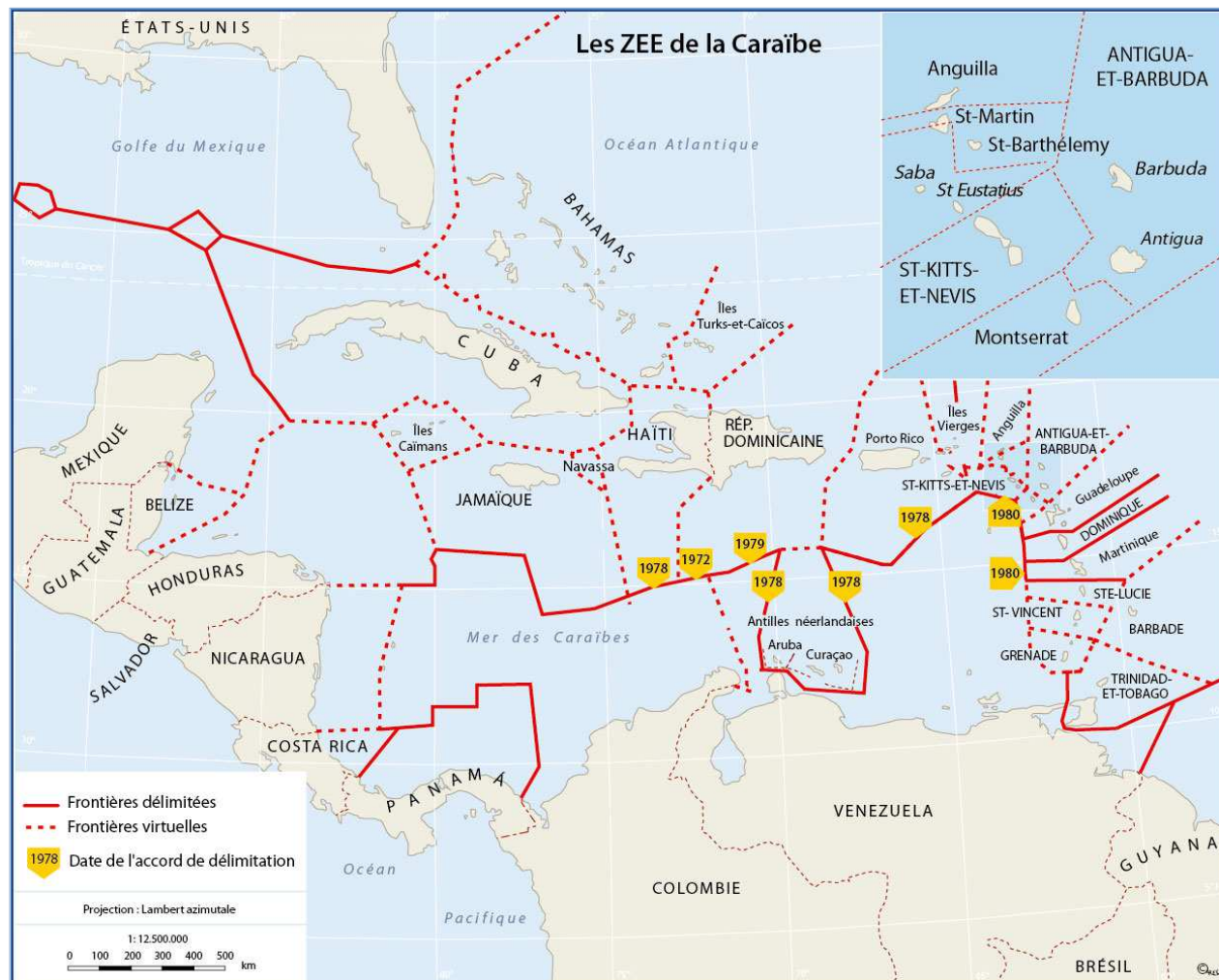


Figure 2: carte des ZEE des Caraïbes (source : <http://atlas-caraibe.ceric.unicaen.fr/fr.page-12>)

2.1.3. Spécificités de la zone géographique

L'économie de la Guadeloupe se distingue par l'étroitesse de son marché, des surcoûts d'approvisionnement et de transport se répercutant sur l'ensemble des acteurs économiques de la filière. Ces derniers doivent enraciner leur développement avec des coûts salariaux bien supérieurs aux moyennes de la zone Caraïbe.

Cependant, bien qu'elle soit limitée par l'étroitesse de la zone économique exclusive (ZEE) française dans cette région, la pêche s'avère un secteur d'activité prépondérant pour les îles de Guadeloupe.

2.2. La pêche en Guadeloupe

2.2.1. Description du secteur et rappel des données

En Guadeloupe, les activités de pêche ont conservé leur caractère artisanal. Elles se pratiquent à petite échelle, à la journée sur des embarcations, inférieures à 12 mètres, propulsées par des moteurs hors-bord, et composées à 95% d'unités non pontées, «les saintoises».



Figure 3: pêcheur et saintoise (crédit: Guadeloupe-destination.com)

Elle se répartit en deux catégories. La **pêche côtière** exercée dans les 12 miles à proximité des côtes de l'île. Le nombre de navires inscrit au fichier pratiquant cette pêche est relativement stable (**464 navires en 2011**, 466 navires en 2010). Les prises sont les espèces démersales côtières comme à titre d'exemple les lambis, les langoustes, les mérus, ainsi que d'autres espèces liées aux récifs coralliens.

La **pêche au large** qui se caractérise par des sorties en mer d'une durée comprise entre 24 et 120 heures. Le nombre d'unités sur ce segment est légèrement en augmentation par rapport à 2008 (**64 en 2011 contre 54 en 2008 –SIH-G**). La présence et l'accessibilité des ressources de grands pélagiques du large (*marlins, les bonites, les thons, les thazards...*) composées essentiellement d'espèces hauturières migratrices et un ZEE de plus de 95 000 km² offre un réel potentiel de développement. Une partie de cette flotte exploite ces ressources grâce à des pêches sélectives, autour des dispositifs de concentration de poissons (DCP) ancrés ce qui autorise le redéploiement de l'effort de pêche depuis la zone côtière, fortement exploitée vers la ressource du large.

Une part substantielle de la flotte pratique une activité mixte (223 navires en 2011).



Figure 4: zones de pêche des navires de Guadeloupe (répartition par quadrilatère FAO) (réalisation CRPMEM d'après données Ifremer)

En Guadeloupe, le nombre de navires de pêche est relativement stable. Ainsi, en 2011 on comptait **986 navires inscrits au fichier flotte communautaire** dont **751 navires actifs** et **1 583 pêcheurs professionnels** et une production de 3 966 tonnes.

Tableau 2: nombre de navires et de marins par type de flotte (source: SIH, 2011)

Rayon d'action	Nombre de navires		Nombre de marins	
Côtier	464	62%	958	61%
Mixte	223	30%	492	31%
Large	64	8%	133	8%
Total	751	100%	1 583	100%

On dénombre à la Guadeloupe huit ports de pêche principaux, dix aménagements pour la pêche d'intérêt départemental (*Schéma départemental des ports*) et une centaine de points de débarquement. L'intégralité de la production est destinée en quasi-totalité à l'approvisionnement du marché local.

2.2.2. Atouts, faiblesses, opportunités et contraintes

Les atouts, faiblesses, opportunités et contraintes du secteur des pêches sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

ATOUTS

- **Une disponibilité de ressources pélagiques sous exploitées ;**
- Une maîtrise des outils et techniques rendant la ressource pélagique du large accessible aux flottilles artisanales (DCP ancrés collectifs) ;
- Un tissu de très petites unités de production artisanales ancré et fortement résilient
- Un choix de modèle de production artisanal durable et une organisation de circuits courts de commercialisation (mais à moderniser)
- Un niveau de qualité élevé des produits proposés ;
- Un marché fortement demandeur en produits de la mer locaux ;
- Une filière pourvoyeuse d'emplois, d'activités et d'insertion sur l'ensemble de l'archipel ;
- La mise en place depuis 2007 par l'Etat, la collectivité régionale et Ifremer d'un système d'information halieutique (SIH-G) ;
- L'existence de structures de représentation de la profession comme le CRPMEM_IG et le SYPAGUA ; la collaboration étroite entre partenaires institutionnels et professionnels.

FAIBLESSES

- Des retards de développement en matière de
 - connaissances sur les ressources et écosystèmes marins ;
 - **de structuration collective de la filière ;**
 - et d'équipements portuaires collectifs.
- **La rémanence d'une importante pêche informelle** et importations clandestines (concurrence illégale sur la ressource et sur le marché ;
- **Les surcoûts de production** liés à l'éloignement et à l'insularité (carburant, équipements et matériels) ;
- La pleine exploitation des ressources côtières ;
- Les fortes variations saisonnières de la production ;
- L'exposition aux catastrophes naturelles (houles cycloniques) ;
- La forte dépendance au carburant ;
- Les difficultés de préfinancement des investissements des aides publiques.

OPPORTUNITES

- Le renforcement de la coopération régionale pour la gestion des ressources partagées et l'organisation du marché régional des produits de la mer ;
- Le développement d'une filière aquacole maritime basée sur des productions artisanales durables ;
- L'implication active et croissante des organisations collectives dans la structuration de la profession et l'assistance technique aux porteurs de projets ;
- Le renforcement de la dynamique inter-RUP et interlocution renforcée avec l'UE ;
- Le développement de la transformation des produits de la mer locaux ;
- Le fort potentiel de diversification vers le pisciculture ;
- L'amélioration des stratégies, techniques et engins de pêche pour davantage de sélectivité
- L'évolution des pratiques faisant du marin-pêcheur professionnel, un acteur de l'environnement

MENACES

- Le contingentement de la flotte et arrêt des aides à la construction de navires neufs ne permettant pas de poursuivre le redéploiement vers les ressources pélagiques du large et accentuant l'exploitation des ressources côtières ;
- **Les dégradations environnementales (chlordécone, espèces invasives) ;**
- Restrictions d'usages limitant les possibilités de pêche (AMP et projets d'aménagements maritimes et littoraux).

La pêche est pratiquée sur des navires mesurant en moyenne 7,4 mètres, âgés de 13 ans et comptant un équipage de deux pêcheurs. Une majorité des professionnels du secteur est âgée de 50 et plus, ce qui pose le problème du renouvellement de la profession. La majorité des embarcations possède un ou deux types d'équipement, principalement des casiers, des lignes trainantes et des dispositifs de concentration de poissons (DCP).

En Guadeloupe, en 2011, la pêche (dont l'aquaculture) a produit 32% de la richesse créée par le secteur primaire. Le secteur est aussi une source d'emplois non négligeable, dans une région fortement touchée par le chômage.

Aux 1 583 marins à temps plein déclarés en 2011, il faut ajouter un nombre à peu près équivalent de pêcheurs non déclarés ainsi que ceux pour qui l'activité est occasionnelle ou secondaire. Cette situation de concurrence déloyale crée des tensions à l'intérieur du secteur, qui générerait au total près de 6 500 emplois selon la direction régionale de la Mer.



Figure 5: Navire de pêche hauturière (crédit: lalicorne.over-blog.com)

La pêche artisanale est le fruit d'un choix conjoint entre les professionnels et les autorités publiques. Elle permet de maîtriser l'impact de cette activité sur l'environnement. Répartis sur une centaine de point de débarquement des différentes îles de l'archipel, cette activité permet aux zones littorales rurales éloignées des grandes villes de maintenir une activité économique et sociale traditionnelle.

Les techniques de pêche utilisées dépendent de la zone de pêche (au large ou côtière). Ainsi, les casiers sont employés sur 56% des navires, les lignes traînantes sur 52% d'entre eux et les filets maillants fixes sur 31%. La pêche au large des grands pélagiques est assez spécifique, et utilise presque exclusivement des lignes de traîne (notamment en ce qui concerne les dispositifs de concentration de poissons, ou DCP). Il convient de remarquer que les DCP ont été améliorés depuis quelques années, ce qui permet à la filière pêche de se développer.

L'une des principales faiblesses de la filière pêche guadeloupéenne réside dans le déficit d'organisation : il n'existe ni groupements de producteurs, ni interprofessions, et cela handicape le développement du secteur. La pêche ne dispose que d'un réseau de commercialisation limité du fait de la non-existence d'interprofessions.



Figure 6: Quai de débarquement (crédit: Guadeloupe-leguide.fr)

Le coût d'exploitation des navires est trop élevé et les conditions de travail trop précaires grèvent le développement de l'activité et pose le problème du renouvellement de la profession. Le sous-équipement des infrastructures de pêche est également une source de difficultés et entraîne une concentration de l'activité sur les zones côtières. Le niveau de formation des équipages reste assez faible. La pêche clandestine, destinée au marché informel, représente une part trop importante de l'activité du secteur. Enfin, la production n'est pas suffisamment valorisée.

L'absence d'organisation de la profession se traduit par la persistance de pratiques commerciales traditionnelles et artisanales inadaptées aux besoins croissants de la grande distribution alimentaire. Ainsi, la Guadeloupe continue d'importer en moyenne près du double de la production locale.

2.3. L'aquaculture en Guadeloupe

Historiquement, la première espèce élevée aux Antilles françaises est la chevrette (*Macrobrachium rosenbergii*) également nommée « ouassous » en Guadeloupe. Introduite en 1975 en Martinique à partir de post-larves importées de l'île Maurice, cette espèce arrive en Guadeloupe en 1977. C'est donc l'aquaculture d'eau douce qui a constitué le démarrage de cette activité.

Après une phase de développement rapide dans les années 1980, la production a atteint un maximum de 90 tonnes/an sur les deux îles sœurs dont 45 tonnes en Guadeloupe. Puis la filière eau douce a connu une régression constante parallèlement à l'augmentation des importations d'Asie du Sud Est à bas coûts.



Figure 7: Production de ouassous (crédit : F.Herman)

La contamination des sols et des rivières par la chlordécone a conduit en 2008, à la fermeture imposée de la quasi-totalité des fermes d'eau douce impactant du même coup la dernière éclosion de chevrettes qui s'est vue amputée de 90% de ses débouchés, aggravant ses difficultés à amortir ses coûts fixes.

La filière aquacole d'eau douce concerne également une espèce de poisson : le tilapia rouge appelé « Rouget créole » en Guadeloupe est élevé depuis la fin des années 80.



Figure 8: Tilapia d'aquaculture (crédit: F. Herman)

Globalement, la filière aquacole d'eau douce sera difficile à développer compte tenu des difficultés d'accès au foncier agricole, amplifiées par la contamination par la chlordécone. Des possibilités d'intensification relatives existent malgré tout sur le tilapia rouge, avec la mise en œuvre de techniques hors sols.

C'est donc naturellement vers la mer que l'aquaculture, et la pisciculture en particulier, sont amenées à se développer. Après une tentative infructueuse sur le bar dans les années 1980, l'ombrine ocellée (*sciaenops ocellatus*), appelée commercialement loups des caraïbes, est introduite en 1985 en Martinique et marque le démarrage de la pisciculture marine aux Antilles. Elle arrive en Guadeloupe en 2003. Les filières antillaises sont dans l'attente de la maîtrise d'une espèce indigène, ce qui implique la mobilisation de moyens de recherche aujourd'hui très insuffisants.



Figure 9: Aquaculture marine d'ombrine ocellée (crédit : F. Herman)

Les filières algues et mollusques pourraient constituer des opportunités de développement à ne pas négliger pour le futur. A ce jour quelques projets émergent en la matière.

2.3.1. Description du secteur et rappel des données

Actuellement une seule ferme marine existe en Guadeloupe, mais deux projets d'installation sont en cours, ce qui devrait logiquement se traduire par une hausse significative de la production. Un parallèle peut-être fait avec la Martinique, qui après une longue phase de stagnation a vu le nombre de pisciculteurs marins passer de 1 à 14 en moins de 10 ans. L'un des enjeux majeurs pour la Guadeloupe au cours des prochaines années sera l'installation de nouveaux opérateurs.

La création du Syndicat des producteurs aquacoles de Guadeloupe (SYPAGUA) en 2004, visait à représenter les aquaculteurs et à œuvrer à la relance du développement de la filière. Cette structure a permis de poser les fondations d'une structuration de la filière. Elle regroupe l'ensemble des aquaculteurs et va s'ouvrir aux porteurs de projets.

La nécessité d'une représentation de la filière aquacole ultramarine s'est faite sentir, d'où la création en 2008 de l'Union des Aquaculteurs de l'Outre-mer (UAOM), afin de rassembler les structures professionnelles aquacoles représentatives de la Martinique (ADEPAM), de la Guadeloupe (SYPAGUA), de Mayotte (AQUAMAY), de La Réunion (ARDA) et de la Polynésie (SDAPF). La Guyane via l'AAG et St Pierre et Miquelon via l'ARDA St P&M ont rejoint l'Union en 2012.

La création de l'UAOM a constitué une première étape indispensable et un indéniable progrès dans la structuration de l'aquaculture ultramarine qui a permis de mettre en évidence une communauté d'objectifs et la nécessité de mutualiser les efforts en matière de recherche et développement, et de représentation de la profession.

Des programmes d'intérêt commun ont pu être engagés avec le soutien du partenaire historique de l'aquaculture que sont l'Ifremer et la Région Guadeloupe : Ombrigen, Genodom, FAO. Ces programmes doivent se poursuivre pour déboucher sur des applications concrètes au bénéfice de l'aquaculture ultramarine. D'autres projets ne demandent qu'à voir le jour : diversification vers de nouvelles espèces, standardisation des protocoles d'élevage en éclosérie, aquaponie, aquaculture multi-trophique, diversification, labellisation des productions ultramarines, coopération, formation...

Le SYPAGUA est adhérent de l'Iguavie, Interprofession Guadeloupéenne de la viande et de l'élevage.

L'aquaculture marine est représentée au sein du CRPMEM, qui deviendra l'un des partenaires privilégiés de la filière.

L'intégration de l'aquaculture à des structures représentatives de filières plus développées est vitale pour lui permettre de bénéficier de synergies potentielles.

À l'heure actuelle, on dénombre aux Antilles quatre écloséries privées et artisanales qui suffisent à satisfaire la demande en juvéniles :

- 3 en Martinique qui produisent des alevins d'ombrine destinés aux 14 fermes marines de l'île,
- 1 en Guadeloupe qui produit à la fois des post-larves de chevrettes, des alevins de tilapias et d'ombrine destinés aux aquaculteurs d'eau douce et marins.

L'ensemble des écloséries d'ombrines sont fournies en larves d'un jour à partir du Centre Ifremer de Martinique. La gestion des géniteurs doit être transférée aux professionnels dans les années à venir

selon des modalités à définir. L'avenir des filières aquacoles de Guadeloupe et Martinique est étroitement lié, de par la nécessité de mutualiser un certain nombre de moyens de production : gestion des géniteurs, éclosion.



Figure 10: Pêche des tilapias (crédit: F. Herman)

La filière aquacole s'est développée sur un modèle artisanal qui privilégie la qualité sur la quantité, selon une éthique et des protocoles de production respectueux de l'environnement et du consommateur. A ce jour, aucun produit phytosanitaire n'est utilisé dans les élevages et aucune pollution induite n'a été décelée.

L'ensemble des fermes aquacoles ont chacune une capacité de production limitée à 20 tonnes de produits/an du fait des seuils ICPE, et emploient un à deux salariés.

2.3.2. Atouts, faiblesses, opportunités et menaces

Les atouts, faiblesses, opportunités et contraintes du secteur de l'aquaculture sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Expériences et compétences locales ;</i> • <i>Ethique de production respectueuse du consommateur et de l'environnement débouchant sur des produits de haute qualité ;</i> • <i>Maîtrise technique des cycles de production des trois espèces élevées ;</i> • <i>Existence d'une éclosérie polyvalente capable de fournir des juvéniles en qualité et quantité suffisante à l'amorce d'un développement significatif ;</i> • <i>Début de structuration autour du SYPAGUA ;</i> • <i>Début de structuration d'un réseau aquacole ultramarin autour de l'Union des Aquaculteurs d'Outre-Mer (UAOM) ;</i> • <i>Expérience réussie en matière de gestion du POSEI de 2010 à 2013 au sein de l'Iguavie ;</i> • <i>Expérience réussie en matière de structures immergeables offshore ;</i> • <i>Régularité, prévisibilité de la production ;</i> • <i>Entreprises artisanales à très faible impact environnemental ;</i> • <i>Marché fortement demandeur en produits de la mer locaux ;</i> • <i>Une filière pourvoyeuse d'emplois, d'activités et d'insertion dans les zones rurales ;</i> • <i>Forte implication de la collectivité régionale marquée en 2014 par l'adoption du schéma régional de développement de l'aquaculture marine (SRDAM) de la Guadeloupe.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Activité globalement méconnue non identifiée comme un enjeu de développement ;</i> • <i>Taille réduite de la filière et impossibilité d'accéder à des économies d'échelle ;</i> • <i>Coûts d'investissements élevés ;</i> • <i>Difficultés d'accès au préfinancement bancaire ;</i> • <i>Besoins en fond de roulement importants liés à la longueur des cycles de production ;</i> • <i>Faible assise financière des opérateurs ;</i> • <i>Lourdeur de la réglementation et des délais administratifs ;</i> • <i>Niveaux de rentabilité faibles, peu attractifs pour les investisseurs ;</i> • <i>Aquaculture basée sur l'élevage d'espèces exogènes ;</i> • <i>Difficultés d'accès au foncier terrestre et maritime renforcées par la contamination à la chlordécone ;</i> • <i>Absence de centre technique à l'interface de la recherche et du développement ;</i> • <i>Absence de centres de formation ;</i> • <i>Coûts de production peu compétitifs au regard des prix des produits importés des pays tiers ;</i> • <i>Surcoûts de production liés à l'éloignement et à l'insularité (aliments, juvéniles, équipements) ;</i> • <i>Méconnaissance des produits par les consommateurs ;</i> • <i>Infrastructures et équipements collectifs insuffisants ;</i> • <i>Exposition aux catastrophes naturelles houles cycloniques, inondations, sécheresse ;</i> • <i>Insuffisance de la couverture des risques par les compagnies d'assurance</i>
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Prise de conscience de la France et de l'UE de leur retard en matière de développement aquacole ;</i> • <i>Marchés déficitaires, demandeurs en produits de qualité, tant sur l'UE que localement ;</i> • <i>Porte d'entrée du marché de l'UE en région Caraïbes ;</i> • <i>Renforcement de la coopération régionale organisation du marché régional des</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Risques climatiques et pollutions diverses ;</i> • <i>Absence de régulation du marché et accroissement de la concurrence des produits des pays tiers affranchis des contraintes imposées aux producteurs locaux ;</i> • <i>Augmentation des coûts de production liée à la demande mondiale croissante sur les aliments ;</i>

<p><i>produits de la mer ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Développement d'une filière aquacole basée sur des productions artisanales durables ;</i> • <i>Large disponibilité de surfaces maritimes adéquates et fort potentiel de développement de la pisciculture en mer ouverte (cf SRDAM);</i> • <i>Mise en avant de la compatibilité aquaculture/environnement pour passer d'une logique de conflit à une logique d'intégration ;</i> • <i>Possibilité d'évolution vers le bio sans bouleversement des modes de production ;</i> • <i>Renforcement de la dynamique inter-DOM, inter-RUP et dialogue avec l'UE ;</i> • <i>Implication active et croissante des organisations collectives (CRPMEM, SYPAGUA...) dans la structuration de la profession et l'assistance technique aux porteurs de projets ;</i> • <i>Centre technique inter-régional d'application, de démonstration et de formation, à créer;</i> • <i>Renforcement de la filière de commercialisation et de transformation par des apports réguliers de produits calibrés ;</i> • <i>Potentiel de diversification vers de nouvelles espèces ;</i> • <i>Amélioration de la productivité et du niveau de rentabilité des entreprises.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Sous-développement de la filière qui ne lui, permet pas d'assumer seule ses coûts de structures.</i>
--	---

L'aquaculture, constitue donc un véritable enjeu de développement pour la Guadeloupe. Elle doit permettre de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi (1 emploi direct + 1 emploi indirect pour 10 tonnes produites), de participer à l'objectif de réduction de la dépendance alimentaire. L'éthique de production qui prévaut en Guadeloupe, qui allie respect du consommateur et de l'environnement, s'inscrit dans le cadre du développement durable et est clairement conforme aux orientations européennes.

Il faut noter que les Antilles constituent un fort potentiel de production particulièrement pour l'aquaculture marine. Pourtant ce potentiel de développement social et économique de l'aquaculture des outremer demeure insuffisamment pris en compte par les autorités de tutelle, les politiques et les investisseurs. Le savoir-faire et l'expérience acquis, la maîtrise technique des cycles de production, un appui scientifique aux structures de développement, ne suffiront pas à enclencher une dynamique telle qu'elle permette d'atteindre le seuil critique de développement à même de garantir la rentabilité et la pérennité des filières.

Les contraintes réglementaires, la concurrence exacerbée des produits d'importation, les surcoûts de production qui réduisent les marges des producteurs et leur rentabilité, l'absence de financements bancaires, la taille des opérateurs, constituent des freins au développement de la filière.

Il convient d'agir pour la mise en place d'une politique ambitieuse, volontariste et crédible dans l'intérêt général pour créer de l'activité, de l'emploi et de la valeur ajoutée. C'est la mise en place d'un cadre attractif et sécurisant pour les investisseurs qui permettra de mobiliser de nouveaux capitaux pour le développement de ce secteur d'avenir. Le plan de compensation doit constituer à ce titre un levier de développement.

Il faut réfléchir à l'ouverture des marchés aux produits de l'aquaculture ultramarine, analyser les points de blocage, mettre en place des mécanismes adéquats pour compenser les handicaps structurels, valoriser et promouvoir la qualité et l'origine « outre-mer français », déverrouiller l'accès aux marchés de restauration collective et du tourisme. L'UAOM souhaite élaborer une véritable stratégie de développement pour l'aquaculture de l'Outre-mer portée par une ambition nationale.

La Région Guadeloupe a adopté fin 2013 son « Schéma de Développement de l'Aquaculture Marine » (SRDAM) afin de définir les contours d'une planification spatiale de l'activité, et notamment de répertorier les sites favorables à l'installation de l'activité.

À l'heure actuelle, l'aquaculture guadeloupéenne tente de se développer et d'accroître ses capacités de production par le biais d'installations de nouveaux projets en eau de mer comme en eau douce.

Le secteur cherche à promouvoir des aménagements techniques ainsi que des modifications de protocoles, afin d'aider les producteurs touchés par la pollution au chlordécone et relancer la filière eau douce : circuits fermés, aquaponie.

2.4. Synthèse descriptive des marchés locaux, d'importation et d'exportation

Le schéma suivant présente le panorama actuel des filières pêche et aquaculture en Guadeloupe.

Pêche professionnelle locale 986 navires au fichier flotte communautaire 751 navires actifs ; 1 583 emplois de marins, 3 513 tonnes/an			Aquaculture 6 outils fonctionnels, 26 tonnes (2014) (capacité 50T/an)
Pêche côtière Marché professionnel 464 navires 958 marins Espèces côtières démersales. Techniques : casiers, lignes traînantes, filets maillants fixes	Activité mixte (côtière et pélagique) Marché professionnel 223 navires 492 marins Espèces côtières démersales, espèces pélagiques. Techniques casiers, lignes traînantes, filets maillants fixes	Pêche pélagique Marché professionnel 64 navires 133 marins Espèces pélagiques Techniques : lignes traînantes sur DCP	Aquaculture 1 écloserie polyvalente Eau douce : 10 fermes, dont 4 en activité Ouassous Tilapia Marine : 1 ferme marine Ombrine ocellée
1389 tonnes/an	2124 tonnes / an		26 tonnes / an
Commercialisation – transformation Production locale Transformation : 2 entreprises Commercialisation : vente directe, mareyage émergent Importation Commercialisation : GMS			

Figure 11: Panorama de la pêche et de l'aquaculture de la Guadeloupe en 2011

Les tableaux qui suivent présentent une synthèse des secteurs des pêches et de l'aquaculture.

Tableau 3: fiche synthétique pêche Guadeloupe (source SIH 2011 sauf autre mention)

Nombre de marins	1 583 soit 7% des emplois nationaux.
Composition de la flotte	2011, la flotte de pêche des îles de Guadeloupe était composée de 986 navires inscrits pour 751 actifs au fichier flotte national. La flotte représentait 14% de la flotte nationale en nombre de navires.
Zones/types de pêche	464 (62%) navires ont exercé leur activité dans les 12 milles (pêche côtière) ». 64 (8%) ont pratiqué la pêche au large et 223 (30%) ont eu une activité mixte.
Identification et état de la ressource	Pêche côtière dominée par les espèces côtières démersales, crustacés et mollusques : mérous, vivaneaux, langoustes ainsi que d'autres espèces liées aux récifs coralliens. Au large les ressources pélagiques composées d'espèces hauturières migratrices : dorade coryphène, thons, marlins...
Production par espèce	1389 tonnes de production pour la pêche côtière et 2124 tonnes pour le pélagique (moyenne SIH 2010 et 2011) Production totale 3 513 tonnes.
Consommation locale	La consommation locale est estimée entre 14 000 tonnes (<i>Direction de la mer, Conseil régional, INSEE</i>)
Taux de couverture de la consommation locale	Le taux de couverture serait entre 26% et 33%.
Importations	6 617 tonnes (données Douanes 2011) Hors UE : 2 697 tonnes UE : 3 920 tonnes
Infrastructures	8 ports principaux et 10 aménagements d'intérêt départemental (<i>schéma départemental des ports</i>)
Ecoulement	L'intégralité de la production guadeloupéenne est écoulée en frais sur le marché local, par des circuits courts (<i>70% de vente directe</i>). L'aval de la filière (<i>mareyage</i>) commence à se structurer.

Tableau 4: fiche synthétique aquaculture Guadeloupe (source : auteurs)

Production annuelle	26 tonnes
Exportations	tentatives en cours
Espèces	-Ombrines -Ouassous -Tilapias
Nouvelles productions	- algues alimentaires et non alimentaires - mollusques
Acteurs	- 1 écloserie polyvalente fournissant des juvéniles des trois espèces, - 10 fermes d'élevage d'eau douce dont 6 en cours de développement, - 1 ferme marine, - des projets d'installation en eau douce et eau de mer (y compris sur la production d'algues), - SYPAGUA

2.5. Stratégie d'action du plan de compensation 2014-2020

En cohérence avec la stratégie régionale pour le développement de la pêche, des affaires maritimes et de l'aquaculture, le projet consiste à structurer et professionnaliser les filières de la pêche et de l'aquaculture en Guadeloupe, avec pour objectifs principaux :

1. D'assurer la pérennité et la modernisation du modèle de la pêche artisanale guadeloupéenne et des circuits courts de commercialisation ;
2. De structurer la filière ;
3. De professionnaliser les opérateurs et résorber le poids du secteur informel ;
4. Et de développer les ressources issues de l'aquaculture ;

Objectif 1 : Assurer la pérennité du modèle de la pêche artisanale guadeloupéenne et des circuits courts de commercialisation

Cet objectif vise à :

- Progresser vers une connaissance fine des ressources pour une gestion durable par un suivi des débarquements ;
- Renouvellement de la population des marins (50% des marins au moins ont plus de 50 ans aujourd'hui) ;
- Moderniser les techniques de pêche
- Améliorer la rentabilité des entreprises pour accroître l'attractivité du secteur, voire à réduire la part d'informalité;
- Maintenir la contribution socio-économique du secteur au territoire ;
- Prendre en compte les handicaps générés par la double insularité et/ou la dégradation environnementales de certaines zones de pêche ; et
- Consolider le modèle de « circuits courts » auprès des professionnels de la pêche, en améliorant la traçabilité, la qualité, le stockage des produits.

Objectif 2 : Structurer les filières des produits de la pêche et de l'aquaculture

Sur la période 2014-2020, la création d'une association à vocation interprofessionnelle et d'outils d'aval de la filière (transformation, commercialisation) sont présentés dans le projet comme un objectif central. La structuration en aval permet la création de valeur ajoutée et une meilleure assise économique de l'ensemble des opérateurs. Elle implique :

- D'articuler la filière autour des points de débarquement contrôlés (pesée, certificats de capture) ;
- D'encourager l'intégration progressive de la pêche informelle au sein de la filière ;
- De faire émerger des outils de transformation et des circuits de commercialisation des produits locaux ;
- De promouvoir les produits de la pêche et de l'aquaculture locale ; et
- De mettre en place de labels valorisants.

Objectif 3 : Professionnalisation des entreprises de pêche

La structuration en aval de la filière conduira également à mettre en place des cahiers des charges intégrant les objectifs du CRPMEM, à savoir :

- Faire évoluer les opérateurs vers une logique d'entreprise (adhésion à des centres de gestion, formation des équipages) ;
- Respect des obligations de la profession (mesures techniques, assurer la sécurité du personnel, déclarations des captures, paiement des cotisations, etc.).

Objectif 4: Développer une aquaculture durable, responsable et organisée

Le projet s'appuie sur une stratégie cohérente articulée autour des points suivants :

1-Développer une production durable:

- Consolider l'existant : sécuriser, moderniser, gagner en productivité ;
- Créer de nouveaux outils de production : fermes aquacoles, ateliers de transformation ;
- Affirmer les modes de production respectueux du consommateur et de l'environnement ;
- Privilégier les créations de petites et moyennes structures de production intégrées aux tissus socio-économiques et culturels de la Guadeloupe ;
- Atteindre une masse critique de production non pas à l'échelle d'une entreprise mais à l'échelle de la filière.

2-Organiser la filière de la production à la commercialisation

- Mutualiser les moyens ;
- Renforcer la structuration collective pour une évolution vers une structure coopérative qui intégrera l'interprofession ;
- Organiser la promotion, la valorisation et la commercialisation de la production ;
- S'inscrire dans une logique de progrès techniques et d'innovation en mettant en œuvre les phases de transfert/développement, en développant des synergies UAOM et RUP ;
- Pérenniser l'encadrement technique.

3. Les surcoûts de la pêche et l'aquaculture

3.

3.1. Approche méthodologique de calcul des surcoûts

3.1.1. Collecte de données

La collecte de données pour le calcul des surcoûts a consisté en plusieurs étapes successives :

- Recensement des données générales des activités de pêche : volumes total de production, nombre de navires, nombres de sorties annuelles par type de pêche retenu.
- Collecte des données économiques auprès d'un échantillon représentatif de pêcheurs (voir ci-dessous plus de détails sur l'enquête réalisée)
- Collecte de données de prix auprès de fournisseurs : des devis ont été demandés auprès des fournisseurs de matériel de l'île ; lorsque des devis n'ont pu être collectés, les fournisseurs ont été contactés par téléphone pour connaître les prix pratiqués.
- Collecte de données économiques de métropole : la collecte a été opérée par des contacts avec des fournisseurs par téléphone ou des prix relevés sur des sites internet de vente de matériel (accastillage, pêche, électronique, etc.).

Les volumes de production utilisés pour les calculs sont issus :

- La moyenne de production pour les années 2010 et 2011 pour chaque espèce, d'après les volumes de production par espèce de 2010 et de 2011 produites par le SIH-Ifremer (Guyader et al., 2010 ; 2011) ;
- Les déclarations de production des transformateurs de Guadeloupe pour les produits de la pêche transformés ;
- Les déclarations de production de l'aquaculture.

3.1.2. Enquêtes auprès des opérateurs

Une enquête conduite auprès des opérateurs de pêche, d'aquaculture de commercialisation et de transformation de l'île a été réalisée au printemps 2014. L'enquête a concerné 10 pêcheurs répartis sur toute la Guadeloupe (dépendances comprises), le représentant du SYPAGUA (Syndicat des producteurs aquacoles de Guadeloupe), aquaculteur lui-même et produisant les 3 espèces considérées dans le plan et auprès des 2 transformateurs professionnels de l'île. L'objectif de ces enquêtes était de collecter des informations sur les coûts associés aux différents postes de dépenses identifiés dans la fiche 13 de la Commission. Les coûts collectés ont été évalués au regard des pratiques des pêcheurs enquêtés et les valeurs extrêmes ou peu crédibles n'ont pas été prises en compte dans le calcul des moyennes de coûts. Ensuite, des moyennes de coûts ont été réalisées pour chaque poste de dépense.

L'enquête a également permis de collecter des données sur la commercialisation car la plupart des opérateurs interrogés commercialisent eux-mêmes leur production et connaissent donc leurs coûts de commercialisation.

En outre, des entretiens téléphoniques ont permis de compléter certaines données fournies dans les questionnaires avec les personnes enquêtées.

Les questionnaires remplis sont disponibles sur demande.

Les auteurs tiennent également à disposition les catalogues et devis utilisés pour les calculs des surcoûts.

3.2. Produits supportant des surcoûts

On distingue deux catégories principales de produits de la pêche en Guadeloupe : les poissons pélagiques issus de la pêche au large, à la traîne et généralement près des dispositifs de concentration de poissons. Près des côtes, le deuxième groupe d'espèces est celui regroupant les poissons démersaux côtiers pêchés généralement avec des nasses ou des filets. A cette catégorie s'ajoute une catégorie de crustacés et mollusques côtiers, capturés également par la pêche côtière à l'aide de casiers et filets. Ces produits sont vendus soit en frais, entier ou vidés, soit en darnes ou filetés, soit congelés, fumés ou préparé sous forme de rillettes, boudins.

Pour l'aquaculture, les trois espèces produites sur le territoire sont les ouassous, l'ombrine ocellée et le tilapia. Des projets en cours de développement considèrent également la production d'algues et de mollusques en aquaculture. Ces produits sont vendus soit entiers, éviscérés, soit filetés ou en darnes, soit congelés soit fumés.

Les espèces concernées par ces productions sont listées dans le tableau-ci-dessous.

Tableau 5 : Catégories de produits de la pêche et de l'aquaculture qui supportent des surcoûts

#	(1) Catégories	(2) Dénomination commerciale	(3) Nom scientifique	(4) Code FAO	(5) Présentation	(6) Code NC	(7) Quantité
Pélagiques hauturiers							
1	Pélagiques hauturiers	Albacore	<i>Thunnus albacares</i>	YFT	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	2150 tonnes 400 tonnes pour la transformation 2600 tonnes pour la collecte (pêche pélagique et pêche côtière)
2	Pélagiques hauturiers	Albacore	<i>Thunnus albacares</i>	YFT	Fumé, préparé sous forme de saucisson	0305	
3	Pélagiques hauturiers	Carangues	<i>Caranx spp.</i>	CGX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
4	Pélagiques hauturiers	Comètes	<i>Elagatis bippinulata</i> , <i>Benthocometes robustus</i>	RRU, OBR	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
5	Pélagiques hauturiers	Coryphène commune	<i>Coryphaena hippurus</i>	DOL	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
6	Pélagiques hauturiers	Makaïre bleu	<i>Makaira nigricans</i>	BUM	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
7	Pélagiques hauturiers	Makaïre bleu	<i>Makaira nigricans</i>	BUM	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
8	Pélagiques hauturiers	Makaïre blanc	<i>Tetrapturus albidus</i>	WHM	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
9	Pélagiques hauturiers	Makaïre blanc	<i>Tetrapturus albidus</i>	WHM	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
10	Pélagiques hauturiers	Poissons-bourses	<i>Aluterus spp.</i>	FFX	Frais, entier ou fileté	0302, 0304	
11	Pélagiques hauturiers	Thazard-bâtard	<i>Acanthocybium solandri</i>	WAH	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
12	Pélagiques hauturiers	Thazard-bâtard	<i>Acanthocybium solandri</i>	WAH	Préparé sous forme de rillettes	0305	
13	Pélagiques hauturiers	Thazards	<i>Scomberomorus spp.</i>	KGX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

14	Pélagiques hauturiers	Thazards	<i>Scomberomorus maculatus</i>	KGX	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
15	Pélagiques hauturiers	Thons pélamides divers (listao et autres bonites)	<i>Katsuwonus pelamis, Sarda spp.</i>	SKJ, BZX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
16	Pélagiques hauturiers	Thons pélamides divers (listao et autres bonites)	<i>Katsuwonus pelamis, Sarda spp.</i>	SKJ, BZX	Préparé sous forme de rillettes	0305	
17	Pélagiques hauturiers	Voilier de l'Atlantique	<i>Istiophorus lbicans</i>	SAI	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
18	Pélagiques hauturiers	Voilier de l'Atlantique	<i>Istiophorus lbicans</i>	SAI	Fumé, préparé sous forme de rillettes	0305	
Poissons côtiers démersaux							
1	Poissons côtiers démersaux	Perroquets (tricolore, royal surtout)	<i>Scarus spp.</i>	PWT, UVH	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	1900 tonnes
2	Poissons côtiers démersaux	Mérous (rougettes, cabots)	<i>Epinephelus spp., Cephalopholis spp.</i>	GPN, EPA	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
3	Poissons côtiers démersaux	Poissons-bourses	<i>Aluterus spp., Cantherines spp.</i>	AWI, FLF	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
4	Poissons côtiers démersaux	Vivaneaux (gris queue jaune surtout)	<i>Lutjanus spp.</i>	SNA, HUS, SNY	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
5	Poissons côtiers démersaux	Gorettes (tambours)	<i>Haemulon flavolineatum, Haemulon scirius</i>	Pas de code	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	
6	Poissons côtiers démersaux	Chirurgiens	<i>Acanthurus spp.</i>	SUR	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304	

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	démersaux					
7	Poissons côtiers démersaux	Marignans	<i>Sargocentron spp.</i>	HWH, AXH	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
8	Poissons côtiers démersaux	Capucins (rougets-souris)	<i>Mullus spp.</i>	MUX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
9	Poissons côtiers démersaux	Coffres	<i>Ostraciidae</i>	BXF	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
10	Poissons côtiers démersaux	Beauclaires	<i>Priacanthus spp.</i>	BIG	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
11	Poissons côtiers démersaux	Murènes	<i>Muraenidae</i>	MUI	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
12	Poissons côtiers démersaux	Raies	<i>Raja spp.</i>	SPX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
13	Poissons côtiers démersaux	Labres, crénilabres	<i>Symphodus spp.</i>	YFX	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
14	Poissons côtiers démersaux	Mulets	<i>Mugilidae</i>	MUL	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
15	Poissons côtiers démersaux	Pagres	<i>Acanthopagrus latus</i>	YWF	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
16	Poissons côtiers démersaux	Daubenets	<i>Calamus spp.</i>	PLG	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
17	Poissons côtiers démersaux	Rougets-barbets barberin	<i>Parupeneus barberinus</i>	RFP	Frais, entier, en darnes ou fileté	0302, 0304
18	Crustacés et mollusques côtiers	Langouste blanche	<i>Panulirus argus</i>	SLC	Frais, entier	0302, 0304
19	Crustacés et mollusques côtiers	Lambi (strombe rosé)	<i>Strombus gigas</i>	COO	Frais, entier, préparé sous forme de rillettes ou boudins	0302, 0304, 0305
20	Crustacés et mollusques	Crabe royal des	<i>Mithrax</i>	MXI	Frais, entier, préparé sous forme de	0302, 0304,

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	côtiers	Caraïbes	<i>spinosissimus</i>		rillettes ou boudins	0305	
21	Crustacés et mollusques côtiers	Pieuvres, poules	<i>Octopodidae</i>	OCT	Frais, entier	0302, 0304	
22	Crustacés et mollusques côtiers	Langouste brésilienne	<i>Panulirus guttatus</i>	NLG	Frais, entier	0302, 0304	
23	Crustacés et mollusques côtiers	Crabe moro	<i>Carpilius corallinus</i>	KPC	Frais, entier	0302, 0304	
24	Crustacés et mollusques côtiers	Cigale marie- carogne	<i>Scyllarides aequinoctialis</i>	YLA	Frais, entier	0302, 0304	
25	Poissons côtiers démersaux	Poisson-lion	<i>Pterois volitans</i>	PZO	Frais, entier	0302, 0304	
Espèces d'aquaculture							
1	Crustacés d'aquaculture d'eau douce	Chevrettes/ Ouassous	Macrobrachium rosenbergii	PRF	Vivants, Frais ou congelés	0302, 0304	20 tonnes
2	Poissons d'aquaculture marine	Loups Caraïbes / Ombrine ocellée	Sciaenops ocellatus	RDM	Frais, entier, ou éviscéré, ou éviscéré et écaillé, fileté, en darnes, fumé, congelé	0302, 0304, 0305	150 tonnes
3	Poissons d'aquaculture d'eau douce	Tilapias /Rouget créole	Oreochromis sp.	AXV	Frais, entier, ou éviscéré, ou éviscéré et écaillé, fileté, congelé	0302, 0304, 0305	50 tonnes

3.3. Identification des opérateurs supportant des surcoûts

Les secteurs pêche et aquaculture regroupent trois segments : les producteurs (pêcheurs ou aquaculteurs), les transformateurs et les opérateurs de commercialisation. La plupart du temps, la commercialisation est assurée par les producteurs ou les transformateurs eux-mêmes.

L'ensemble de ces opérateurs supportent des surcoûts liés à l'éloignement de la Guadeloupe. Ces surcoûts sont supportés pour l'ensemble des produits de ces segments. Pour rappel, le tableau suivant présente les différents opérateurs et les produits ou catégories de produits considérés par ces segments.

Tableau 6: Identification des opérateurs

#	(1) Opérateurs ou leurs associations	(2) Produits ou catégories de produits [Selon les colonnes (1) ou (2) du tableau 1]
1.	Pêcheurs	Poissons pélagiques hauturiers ; poissons démersaux côtiers ; crustacés et mollusques côtiers)
2.	Aquaculteurs	Crustacés d'eau douce en aquaculture ; poissons d'eau douce en aquaculture ; poissons d'eau de mer en aquaculture, autres produits aquacoles.
3	Transformateurs	Poissons pélagiques hauturiers ; poissons côtiers ; crustacés et mollusques côtiers ; crustacés d'eau douce en aquaculture ; poissons d'eau douce en aquaculture ; poissons d'eau de mer en aquaculture.
4	Opérateurs de commercialisation	Poissons pélagiques hauturiers ; poissons côtiers ; crustacés et mollusques côtiers ; crustacés d'eau douce en aquaculture ; poissons d'eau douce en aquaculture ; poissons d'eau de mer en aquaculture.

3.4. Calcul des surcoûts de la pêche

Le calcul des surcoûts de la pêche est réalisé pour deux types de pêche, correspondant aux types de produits principaux : les produits pélagiques du large et les produits côtiers (poissons démersaux et crustacés et mollusques côtiers).

3.4.1. Pêche hauturière des grands pélagiques

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B	Surcoût par KG de poisson Vif pêché
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo (par type de pêche) <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>		
Carburant	<p><u>prix unitaire carburant</u> : Prix moyen annuel = 0,98 € Source = moyenne réalisée à partir de relevés conduits sur l'année 2014 sur Grande-terre, Basse-Terre et dépendances (Désirade, Saintes, Marie-Galante)</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 275 L/sortie (pêche hauturière)</p> <p><u>sources</u> : consommation par sortie fournie par une enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe</p> <p>Année(s) de référence : 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire carburant</u> = moyenne des prix relevés (pas d'arrêts préfectoraux pour l'essence sans plomb détaxée, seul carburant utilisé par les pêcheurs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de carburant)/Volume poids vif produit soit : 0.98*275*17345/2124 = 2200€ /T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus et de la référence métropole) Soit : 2200€ /T - 1527€ /T = 673€ /T (pêche hauturière)</p>	Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant dans les ports de Lorient, le Guilvinec, et Boulogne sur mer	0,68 €/l moyenne 2013	3) calcul du surcoût : 673€ /T	0,673 €/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Lubrifiant	<p><u>prix unitaire lubrifiant</u> : Prix moyen annuel = 10,15€/L Source : estimation moyenne pour huile 25W40 mercury à 9,1€/L conditionné en 3,78L (SAD groupe), 10W30 à 11,20€/L conditionné en 2L (USHIP) Année de référence : 2014</p> <p><u>données de consommations</u> : consommation de 15 L par mois (90 L/an car la saison dure 6 mois) fournie par une enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire lubrifiant</u> = moyenne des prix du lubrifiant sur l'année de référence</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de lubrifiant par navire* nombre de navire)/ Volume poids vif produit soit $10,15 \times 90 \times 380 / 2124 = 163 \text{ € /T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $163 \text{ € /T} - 40 \text{ € /T} = 123 \text{ € /T}$ (pêche hauturière)</p>	<p>Les prix retenus : moyenne de prix 2014 des sites agri leader et lubexel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200L (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com), leaders sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.</p>	2,53€/l	3) calcul du surcoût : 123€ /T	0,123€ /kg
Pièces d'usure	<p><u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel = 20€/sortie soit 912€/an</p> <p>sources : les coûts de maintenance mécanique est estimé à 20€ /sortie (Guyader et al., 2013)</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p>	<p>1) <u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel des pièces d'usures</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit Soit : $912 / 5,59 = 163 \text{ € /T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $163 \text{ € /T} - 131,5 \text{ € /T} = 23 \text{ € /T}$ (pêche hauturière)</p>	<p>D'après les relevés de prix de la liste de matériel jointe en annexe, les surcoûts avec la métropole sont établis à 24%</p>	Base de calcul de surcoût fournie en annexe du plan	3) calcul du surcoût : 31,5€ /T	0,031€ /kg
Entretien y compris carénage	NON QUANTIFIABLE		Les coûts d'entretien dépendent principalement des			

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

			<p>infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoûts sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>			
<p>Equipement de pêche, de navigation et de sécurité</p>	<p><u>coût équipements</u> :</p> <p>coût moyen annuel =1700€/an par embarcation</p> <p>- 1500 €/an matériel de pêche</p> <p>- 200€/ an matériel de sécurité</p> <p>sources : enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>coût équipements</u> coût moyen annuel équipements de sécurité (les coûts moyens annuel équipements de pêche ne sont pas considérés car les surcoûts ne sont pas significatifs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit (pêche hauturière)</p> <p>Soit</p> <p>$1900/5,59=340\text{€ /T}$</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole</p> <p>Soit</p> <p>$340\text{€ /T} - (340/1,42)=101\text{€ /T}$</p>	<p>Le surcoût entre la Guadeloupe et la métropole est de 42% pour le matériel de sécurité et l'équipement de navigation. Les détails du calcul sont fournis en annexe du plan.</p> <p>Le surcoût n'est pas significatif pour le matériel de pêche.</p>	<p>Base de calcul de surcoût fournie en annexe du plan</p>	<p>101€/T</p>	<p>0,101€/kg</p>
<p>Appâts</p>	<p><u>prix unitaire appâts</u> :</p> <p>Prix moyen annuel = 6,35€/kg en moyenne</p> <p>-Appât balaou (poisson) : 12 € pour un sachet de 2kg (source :</p>	<p>1) <u>prix unitaire appâts</u> = 6,35€/kg en moyenne</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix</p>	<p>La référence : prix d'achat des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEM des Pays de la Loire et de PACA.</p>	<p>1 €/kilo d'appâts année de référence 2013</p>	<p>335€/T</p>	<p>0,335€/kg</p>

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	<p>SAD groupe) -Appât calamar : 9,12 € pour un sachet de 1,36 kg (source : SAD groupe)</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 350 kg appâts/an (pêche hauturière) Source : enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année de référence : 2013</p>	<p>unitaire*consommation d'appâts)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) $6,35 \times 350 / 5,59 = 398 \text{ €/T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $398 \text{ €/T} - 63 \text{ €/T} = 335 \text{ €/T}$</p>				
Glacé pour cale à poisson	<p><u>prix unitaire glace</u> : Prix moyen annuel = 0,1€/kg de glace car entre 4 et 6€ pour 50kg de glace selon le port concerné, soit 5€ en moyenne pour 50 kg</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 4560 kg glace/an par navire (pêche hauturière)</p> <p>Source : d'après enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe et estimation de consommation en glace à 100kg par sortie en moyenne Année de référence : 2013</p>	<p>1) <u>prix unitaire glace</u> : 0,1€/kg</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de glace)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) Soit : $0,1 \times 4560 / 5,59 = 81 \text{ €/T}$ (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : $81 - 0,05 \times 4560 / 5,59 = 41 \text{ €}$</p>	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA.	0.05 € / kilo de glace Année de référence 2013	41€/T	0,041€/kg
Redevance d'infrastructure portuaire	<p>NON Quantifiable</p> <p>Situations trop disparates pour</p>					

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	effectuer des calculs pertinents					
Frais financiers	<p><u>Chiffre d'affaires :</u> CA annuel = 5,59 tonnes * 10 €/kg = 55900 € sources : évaluation d'après prix de vente moyen du poisson et captures moyenne par navire Année(s) de référence : 2013</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt :</u> Taux moyen d'emprunt : 3,95% Source : IEDOM, 2014</p>	<p>1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3 soit 13975 €</p> <p>2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif (modèle d'activité) soit 99 €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus) Soit 99 €/T – 67 €/T = 32 €/T</p>	Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	taux métropole 2,70 %	32 €/T	0,032 €/kg
Assurance	<p>NON quantifiable</p> <p>Les primes sont très élevées et parfois il n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...</p>		La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.			
Télécommunication	<p>Non quantifiable</p> <p>Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à</p>					

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne					
Services de Conseils	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.					
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE					
Approvisionnement alimentaire (équipage)	<u>coût approvisionnement alimentaire</u> : coût moyen annuel = 1050 €/an sources : frais de 23 euros par sortie évalués d'après enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année(s) de référence : 2013	1) <u>coût approvisionnement alimentaire</u> = coût moyen annuel de l'approvisionnement alimentaire de l'équipage Soit 1050 €/an 2) <u>calcul</u> : Coût/volume produit (pêche hauturière) Soit $1050/5,59=188 \text{ €/T}$ 3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit $188 \text{ €/T}-10*46/5,59=106\text{€/T}$	Le panier de référence est un panier repas à 10 € par jour	82€/T	106€/T	0,106€/kg
SURCOUT GLOBAL					Total des	Surcoût

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

PAR KG DE POISSON PECHE						surcoûts = 1442 € /T	ramené au KG de poids vif de référence : 1,442 € /kg de poids vif
----------------------------	--	--	--	--	--	----------------------------	--

3.4.2. Pêche côtière des poissons démersaux, crustacés et mollusques

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B	Surcoût par KG de poisson Vif pêché
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo (par type de pêche) <u>Colonne A</u>		Justification <u>Colonne B</u>		
Carburant	<p><u>prix unitaire carburant</u> : Prix moyen annuel = 0,98 € Source = moyenne réalisée à partir de relevés conduits sur l'année 2014 sur Grande-terre, Basse-Terre et dépendances (Désirade, Saintes, Marie-Galante)</p> <p><u>données de consommations</u> : données de consommation = 35 à 49 € /sortie (pêche côtière) soit une consommation de 36 à 50L par sortie (43 L en moyenne)</p> <p><u>sources</u> : d'après étude Guyader et al., 2013</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p>	<p>1) <u>prix unitaire carburant</u> = moyenne des prix relevés (pas d'arrêtés préfectoraux pour l'essence sans plomb détaxée, seul carburant utilisé par les pêcheurs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de carburant)/Volume poids vif produit soit : 0.98*43*31125/1389 = 944€ /T (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus et de la référence métropole) Soit : 944€ /T - 655€ /T = 289€ /T (pêche hauturière)</p>		<p>Le prix de référence est calculé sur la base d'une moyenne 2013 du prix du carburant dans les ports de Lorient, le Guilvinec, et Boulogne sur mer</p> <p>0,68 €/l moyenne 2013</p>	<p>3) calcul du surcoût : 289€ /T</p>	0,289 € /kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Lubrifiant	<p><u>prix unitaire lubrifiant</u> : Prix moyen annuel = 10,15€/L Source : estimation moyenne pour huile 25W40 mercury à 9,1€/L conditionné en 3,78L (SAD groupe), 10W30 à 11,20€/L conditionné en 2L (USHIP) Année de référence : 2014</p> <p><u>données de consommations</u> : consommation de 8 L par mois (96 L/an) fournie par une enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>prix unitaire lubrifiant</u> = moyenne des prix du lubrifiant sur l'année de référence</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de lubrifiant par navire* nombre de navire)/ Volume poids vif produit soit 10,15*96*560/1389 = 393 € /T (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : 393€ /T - 97€ /T = 296€ /T (pêche côtière)</p>	<p>Les prix retenus : moyenne de prix 2014 des sites agri leader et lubexcel pour une huile 15W40 conditionnée en fût de 200L (www.agrileader.fr ; www.lubexcel.com), leaders sur le marché de la fourniture de produits et pièces pour la pêche.</p>	2,53€/l	3) calcul du surcoût : 296€ /T	0,296€ /kg
Pièces d'usure	<p><u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel = 20€/sortie soit 912€/an</p> <p>sources : les coûts de maintenance mécanique est estimé à 20€ /sortie (Guyader et al., 2013)</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p>	<p>1) <u>Coût pièces d'usure</u> : coût moyen annuel des pièces d'usures</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit Soit : 912/5,59 = 163€ /T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : 163€ /T – 131,5 € /T = 31,5 € /T (pêche hauturière)</p>	<p>D'après les relevés de prix de la liste de matériel jointe en annexe, les surcoûts avec la métropole sont établis à</p> <p>24%</p>		3) calcul du surcoût : 31,5€ /T	0,031€ /kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Entretien y compris carénage	NON QUANTIFIABLE			<p>Les coûts d'entretien dépendent principalement des infrastructures portuaires, existantes ou pas, et de leur niveau d'équipement.</p> <p>Ces surcoût sont réels et d'autant plus élevés lorsqu'il n'existe pas d'équipement ou d'infrastructure spécifique ou adapté.</p>			
Equiperment de pêche, de navigation et de sécurité	<p><u>coût équipements</u> : coût moyen annuel =1700€/an par embarcation - 1500 €/an matériel de pêche - 200€/ an matériel de sécurité</p> <p>sources : enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année de référence : 2014</p>	<p>1) <u>coût équipements</u> coût moyen annuel équipements de sécurité (les coûts moyens annuel équipements de pêche ne sont pas considérés car les surcoûts ne sont pas significatifs).</p> <p>2) <u>calcul</u> : Coût moyen annuel/ Volume poids vif produit (pêche hauturière) Soit 1900/2,48 =766€ /T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit 766€ /T – (766/1,42)=227€ /T</p>		<p>Le surcoût entre la Guadeloupe et la métropole est de 42% pour le matériel de sécurité et l'équipement de navigation. Les détails du calcul sont fournis en annexe du plan.</p> <p>Le surcoût n'est pas significatif pour le matériel de pêche.</p>	Base de calcul de surcoût fournie en annexe du plan	227€/T	0,227€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Appâts	<p><u>prix unitaire appâts</u> : 1,25€/kg d'appât en moyenne (source : enquête pêcheurs)</p> <p><u>données</u> de <u>consommations</u> : données de consommation = 8 kg appâts/sortie (pêche côtière) Source : enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année de référence : 2013</p>	<p>1) <u>prix unitaire appâts</u> = 1,25€/kg en moyenne</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation d'appâts)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) 1,25*560/2,48= 282€/T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : 282€/T – 246€/T= 36€/T</p>	La référence : prix d'achat des appâts pour la pêche côtière et pélagique des CRPMEM des Pays de la Loire et de PACA.	1 €/kilo d'appâts année de référence 2013	36€/T	0,036€/kg
Glace pour cale à poisson	<p><u>prix unitaire glace</u> : entre 4 et 6€ pour 50kg de glace selon le port concerné, soit 5€ en moyenne pour 50 kg</p> <p><u>données</u> de <u>consommations</u> : données de consommation = 1824 kg glace/an par navire (pêche côtière)</p> <p>Source : d'après enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le</p>	<p>1) <u>prix unitaire glace</u> = 0,1€/kg</p> <p>2) <u>calcul</u> : (Prix unitaire*consommation de glace)/ Volume poids vif produit (modèle d'activité) Soit : 0,1*1824/2,48=73€/T (pêche côtière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : 73 – 0.05*1824/2,48 =36€</p>	La référence retenue est celle de la glace vendue pour les pêcheurs des Pays de la Loire et de PACA.	0.05 € / kilo de glace Année de référence 2013	36€/T	0,036€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	territoire de Guadeloupe et estimation de consommation en glace à 40kg par sortie en moyenne Année de référence : 2013						
Redevance d'infrastructure portuaire	NON Quantifiable Situations trop disparates pour effectuer des calculs pertinents						
Frais financiers	Chiffre d'affaires : CA annuel = 2,48 tonnes * 10 €/kg = 24800 € sources : évaluation d'après prix de vente moyen du poisson et captures moyenne par navire Année(s) de référence : 2013 <u>Taux moyen d'emprunt</u> : Taux moyen d'emprunt : 3,95% Source : IEDOM, 2014	1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3 soit 6200 € 2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif (modèle d'activité) soit 99 €/T 3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus) Soit 99 €/T – 67 €/T = 32 €/T		Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	taux métropole 2,70 %	32 €/T	0,032 €/kg
Assurance	NON quantifiable Les primes sont très élevées et parfois il			La pêche métropolitaine dispose d'une offre d'assurance normale.			

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	n'existe pas d'offre d'assurance ce qui oblige le pêcheur à supporter lui-même son risque de vol, dégradation...					
Télécommunication	Non quantifiable Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcout pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne					
Services de Conseils	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.					
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON RENSEIGNE					
Approvisionnement alimentaire (équipage)	Les frais d'alimentation sont de 10 euros par		Le panier de référence est un panier repas à 10 € par		0€/T	0€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	<p>sortie. Ils ont évalués d'après enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe.</p> <p>Les surcoûts sont donc nuls pour ce poste.</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p>		jour			
<p>Triage et neutralisation des espèces toxiques ou vénéneuses (poisson lion pour la pêche côtière) (ce poste a été remonté en pêche car le tri est opéré à bord des navires ou lors de la débarque)</p>	<p><u>coût main d'œuvre qualifiée</u> :</p> <p>Un pêcheur au casier passe en moyenne une heure sur une marée de six heures à neutraliser les poissons-lions présents dans ses nasses et ses filets, soit un coût annuel moyen de 221650 euros avec un salaire horaire minimum de 9,53 euros/heure et 23258 marées par an</p> <p>Source : d'après entretiens conduits auprès des pêcheurs en Guadeloupe et Martinique, nombre de marées établi à partir des données SIH Ifremer (Guyader et al., 2013)</p>	<p>1) <u>Coût de base</u>: coût moyen annuel de la main d'œuvre qualifiée Soit 221650 €</p> <p>2) <u>calcul</u> : coût de base / Volume produit poids vif (pêche côtière – casier/filet fixe/senne) Soit 221650/1389=159 €/T</p> <p>3) <u>surcoût</u> = coût DOM : 159 €/T</p>	<p>Il n'y a pas d'espèces toxiques ou vénéneuses en métropole justifiant une intervention de tri et de neutralisation</p>	0	159 €/T	0,159€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Insuffisance de production pour le poisson-lion	<p><u>Détails et justification :</u> Voir annexe calcul V4</p> <p><u>Prix de vente moyen :</u> Prix de vente moyen au kilo = 10 €/kg <u>Source :</u> prix moyen de vente constatés et d'après enquête auprès de 10 pêcheurs répartis sur tout le territoire de Guadeloupe Année(s) de référence : 2013</p>	<p><u>calcul :</u> Voir annexe calcul V4</p> <p>Coût de l'insuffisance de production de 289€/T</p>		Le surcoût est constitué de la perte des produits liés à la vente du poisson alors que tous les coûts pour permettre la capture ont bien été engagés (coûts fixes et coûts variables : appareils, appâts, carburant...). La base métropole est 0.	0	289€/T	0,289€/kg
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE						Total des surcoûts = 1395 €/T	<p>Surcoût ramené au KG de poids vif de référence :</p> <p>1,395€/kg</p>

3.5. Calcul des surcoûts pour l'aquaculture

Au niveau de la production aquacole, deux sources majeures de surcoûts ont été identifiées : l'aliment et les juvéniles (post-larves et alevins). Le raisonnement repose, pour chaque espèce, sur des données et performances zootechniques « moyennes » d'une ferme type: Calibres visés, Indices de conversion, survies.

Le détail des surcoûts pour l'aquaculture est reporté dans une fiche synthèse en PJ4.

3.5.1. Les aliments

Pour l'aliment, le différentiel entre les prix au départ la métropole et l'arrivée sur les sites de production de Guadeloupe est essentiellement lié au fret. S'y additionnent les coûts de débarquements, de transitaires et frais portuaires, ainsi que les coûts de stockage imposés par l'éloignement et le climat tropical (containers refroidis).

Sachant qu'un container palettisé contient au maximum 15.5 tonnes d'aliment, le ratio suivant détermine le surcoût lié à l'import ramené au Kg d'aliment disponible:

$$\text{[(Coûts de frêt + frais débarquement) / Qté d'aliment transportée]} = \text{surcoût importation par Kg d'aliment disponible en Guadeloupe}$$

Les conditions chaudes, obligent les producteurs à stocker leurs aliments dans des containers climatisés ou réfrigérés ce qui n'est pas le cas en France continentale. En partant d'une ferme moyenne qui produirait 10 tonnes /an la consommation électrique liée au fonctionnement du groupe froid est assimilable à un surcoût. Une ferme d'ombrine qui produit 15 tonnes par an consomme 33 tonnes d'aliments en moyenne.

$$\text{Coût de consommation électrique annuelle lié au fonctionnement du groupe froid / quantité d'aliment stockée annuellement} = \text{surcoût lié au stockage par Kg d'aliment}$$

Le surcoût total lié à l'utilisation d'un Kg d'aliment dans le procédé de production est donc :

$$\text{Surcoût total d'utilisation d'un kg d'aliment} = \text{surcoût import} + \text{surcoûts stockage}$$

Pour chaque espèce et calibre visés, un indice de conversion moyen est connu et déterminé par une moyenne(IC), c'est-à-dire la quantité d'aliment requise pour produire un kg.

La part du « surcoût aliment » dans le surcoût global au Kg produit se détermine ainsi :

$$\text{Surcoût lié à l'aliment par type de produit} = \text{IC} \times \text{Surcoût au kg d'aliment}$$

Tableau 7: surcoûts d'aliments par produit aquacole

Produits/espèces	Prix du Kg d'aliment métropole	Prix du Kg d'aliment Guadeloupe	Surcoût d'un Kg d'aliment disponible Guadeloupe	Surcoût stockage d'un Kg d'aliment	Surcoût total par Kg d'aliment
Chevrettes	1,11€	1,65€	0,50€	0,05 €	0,59€
Tilapias	1,11€	1,65€	0,54€	0,05 €	0,59€
Ombrine	1,20 €	1,81€	0,61€	0,05 €	0,66€

Produits espèces	Surcoût Kg d'aliment consommé	Indice de conversion moyen	Surcoût aliment par Kg produit	Surcoût aliment ramené à la tonne produite
Chevrettes	0,59€	7,3	4.27 €	4 270 €
Tilapias	0,59€	2,5	1,47 €	1 470 €
Ombrine	0,66€	2,2	1,46 €	1 460 €
Moyenne (600g)				

3.5.2. Juvéniles

En éclosérie, les coûts de fonctionnement sont essentiellement des coûts fixes indépendants du volume de production. Le coût de production unitaire est donc inversement proportionnel aux quantités produites et vendues. Les filières ultra-marines du fait d'un développement encore insuffisant n'ont pas atteint le seuil critique qui permettrait aux écloséries d'être rentables. La situation est donc très différente de celle des écloséries hexagonales qui ont des visées européennes de fourniture en alevins, et dont la production annuelle se chiffre en millions d'unités. Les volumes produits (limités par la demande en aval) par les écloséries ultramarines se comptent plutôt en dizaines de milliers d'alevins annuels, soient une échelle de production 100 fois inférieure à celle des écloséries hexagonales. C'est le cas en Guadeloupe.

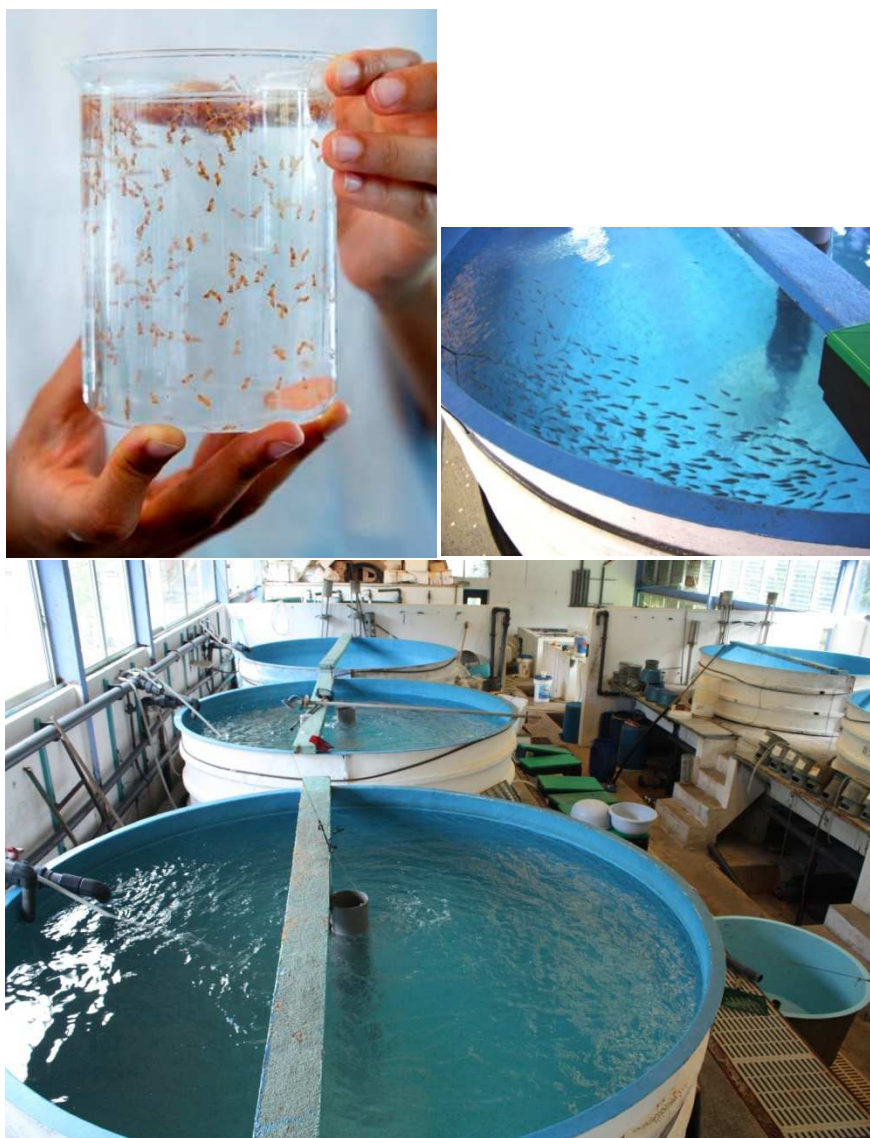


Figure 12: Ecloserie et juvéniles en bassins (crédit: F. Herman)

A partir de la différence de prix pratiqués on peut évaluer un surcoût à l'alevin égal à la différence :

Surcoût par juvénile = Prix juvénile Guadeloupe – Prix juvénile référence hexagone

Un facteur rend l'exercice plus complexe : la plupart des espèces tropicales produites dans les RUP françaises ne peuvent l'être en régions tempérées. Il faut donc identifier des espèces européennes dont les modes de production sont comparables.

Pour le tilapia, une seule référence a été trouvée aux Pays bas auprès de Ti-Aqua international BV. Le tarif départ écloserie en 2014 était de 69.50€ le mille soient 0.07 € par alevins. Il est de 0.50€ en Guadeloupe.

L'ombrine peut être comparée avec le bar. Le prix de l'alevin de bar en France hexagonale est le même selon les écloseries contactées (Ecloserie marine de Gravelines – écloserie aquastream – écloserie FMD) soit 0,18€/pièce. En Guadeloupe il est de 0,90€ pour un alevin d'ombrine. Le différentiel est donc de 0,72€ par alevin soit +400%. Ce différentiel traduit bien la différence des

échelles de production entre une écloserie artisanale dont les débouchés sont limités à la Guadeloupe et une écloserie à vocation industrielle qui vise le marché européen.

Pour la chevrette, l'espèce miroir retenue est la crevette impériale japonaise (*penaeus japonicus*) élevée dans les marais du Médoc. Une seule référence tarifaire a été obtenue auprès de l'écloserie de « la petite Canau » : 36€ le mille soit 3.6 cents par post-larve.

Tableau 8: prix des juvéniles par espèce

Espèce Guadeloupe	Espèces « miroir »	Prix juvénile Guadeloupe	Prix juvénile France hexagonale	Surcoût par juvénile Guadeloupe/France hexagonale
Chevrettes	Crevette japonaise	0,050 €	0,036€	+0,014€
Tilapia	Tilapia	0,50 €	0,07€	+0,43€
Ombrine	Bar	0.90€	0,18€	+0,72€

Pour ramener ce surcoût en surcoût au kg produit, il faut évaluer le nombre d'alevins requis pour la production d'un Kg de poissons ou chevrettes en fonction du grammage. Cet effectif de départ dépend du calibre visé et de la survie moyenne estimée pour atteindre ce calibre.

En premier lieu, on détermine :

Nombre de poisson ou chevrette au Kg = 1000/calibre visé en g

Ensuite, à partir de la survie estimée on peut déterminer le nombre d'alevins requis pour produire ce Kg de poisson de x grammes soit :

Nombre de juvéniles requis pour produire 1 Kg = (Nb d'individus au Kg) ÷ survie en %

Et enfin, on en déduit le surcoût au Kg soit :

Surcoût lié aux juvéniles par Kg produit = Nb d'alevins requis pour produire 1 Kg x Surcoût par juvénile

La part du coût de l'alevin/ juvénile dans le Kg produit est inversement proportionnelle au calibre visé. Il en va de même pour la part du « surcoût alevins » dans le surcoût final.

Pour l'ombrine plusieurs calibres sont visés : 350g, 600g, 1Kg. La répartition des % des différents calibres dans le total des ventes sur 2014 permet de calculer un poids moyen de vente : 550 g.

Afin de simplifier, et par sécurité, le choix a été fait de ne retenir que le calibre intermédiaire (600 g) qui correspond au poids moyen de vente majorée.

Tableau 9: surcoûts juvéniles par tonne produite par espèce

Espèce- calibre	Nb de juvéniles requis pour produire un Kg	Surcoût juvénile	Surcoût juvéniles par Kg produit	Surcoût juvéniles par Tonne produite
Chevrettes	107	+0,014€	1.49€	1 490€
Tilapias	4,66	+0,43€	2.01€	2 010€

Ombrine 600 g	2,56	+0,72€	1,85€	1 850€
----------------------	------	--------	-------	--------

3.5.3. Surcoûts liés à l'absence d'expertise locale et au contexte cyclonique

Certains surcoûts sont indépendants des volumes produits. Il s'agit de frais de suivi vétérinaire structurellement élevés du fait de l'absence locale de vétérinaires spécialisés en aquaculture et des coûts de maintenance des structures d'élevage élevés en raison des contraintes cycloniques connues par la pisciculture marine nécessitant une mission obligatoire annuelle d'expertise.

Le surcoût d'une mission de deux jours du vétérinaire du comité national des pêches revient à 1200€ (billet avion + nuitées). Une mission annuelle est nécessaire. Pour une pisciculture marine de 15 tonnes/an on aura donc un surcoût de 0,08€ par Kg.

Le surcoût lié à la maintenance de cages immergeables anticycloniques est lié à un check-up complet du système au moins une fois par an par un expert/plongeur professionnel (fonds de 30 mètres et plus). Ce surcoût annuel est de 3000€ soit 0,20€ par Kg produit sur une ferme de 15 tonnes/an.



Figure 13: Cage immergée (crédit: F. Herman)

Au final, les surcoûts liés à l'intervention vétérinaire et à la maintenance anticyclonique s'élèvent à 280€/tonne.

3.5.4. Frais bancaires

Les opérateurs supportent d'importants surcoûts pour les crédits à l'investissement qui n'ont pas été évalués ici.

3.5.5. Assurances

Les assurances ne couvrent pas les entreprises aquacoles, ces surcoûts très importants n'ont pu donc faire l'objet d'une évaluation ici.

3.5.6. Communications

Les surcoûts supportés par la Guadeloupe pour les communications sont de 7,4% (INSEE, 2010). Les frais de communications pour l'aquaculture sont estimés à 460 €/an, soit 31 €/T produite pour une exploitation de production moyenne de 15 T.

3.5.7. Synthèse

Au total, les surcoûts supportés par l'aquaculture sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 10: Récapitulatif des surcoûts de production par type de produits

Produits espèces	Surcoût aliment ramené à la tonne produite	Surcoût juvéniles par tonne produite	Surcoût mission vétérinaire (1 par an) par tonne produite	Surcoût de cages immergeables en zone cyclonique ramené à la tonne produite	SURCOUT TOTAL PAR TONNE PRODUITE SORTIE FERME
Chevrettes	4 270 €	1 490 €			5 760 €
Tilapias	1 470 €	2 010 €	80 €		3 560 €
Ombrine « moyenne »	1 460 €	1 850 €	80 €	200 €	3 590 €

Des projets d'aquaculture pour des espèces non listées ici sont en cours de développement (algues alimentaires et non-alimentaires). Il n'a pas été possible d'évaluer les surcoûts pour ces productions. Aussi, le rapport moyen de surcoût pour les 3 espèces élevées en Guadeloupe par un prix de vente moyen permet d'estimer les surcoûts liés à ces nouvelles productions. Ce rapport est compris dans une fourchette de 20 à 35% du prix de vente. Aussi, un rapport de 25% sera utilisé pour toute nouvelle production aquacole.

Ainsi, pour des algues alimentaires à un prix de vente de 20 €/kg, le surcoût est de 5€/kg, ou 5000 €/T produite.

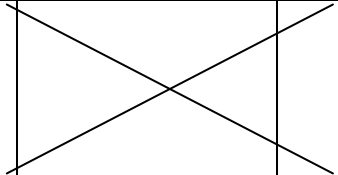
Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	<u>Frais engagés par l'opérateur dans la région ultrapériphérique</u>			<u>Frais engagés par l'opérateur en métropole</u>			
	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul			Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : en €/ par kg de poids vif	Surcoût par tonne de poids Vif
	C = A- B						
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode, et résultat, de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/ kg de produit (poids vif) A		Références métropole	Méthode, et résultat, de détermination du prix unitaire de référence en métropole et des coûts en €/ kg de produit (poids vif) B		
Juveniles	Le surcoût « juveniles » est essentiellement lié aux échelles de production. L'essentiel des coûts de production en éclosérie est constitué de coûts fixes. Le prix de vente est directement lié aux volumes produits et vendus. La taille de la filière limite les débouchés commerciaux. Prix Guadeloupe : Alevin d'ombrine : 0.90€	Nbre de poissons ou crustacés au kg = 1000 / calibre visé en g. Nbre de juveniles requis pour produire 1 kg = nbre de poissons ou crustacés au KG / survie en % coût lié aux juveniles par kg produit = nbre d'alevins requis pour produire 1kg x coût par juvénile Coût juveniles par Kg Ombrine = 2.31€ Coûts Juvéniles par Kg de tilapias = 2.33€		Les espèces élevées dans les DOM ne sont pas présentes sur le territoire métropolitain : il faut se baser sur des « espèces équivalentes » qui sont déterminées ci-dessous : Ombrine / bar (prix	Nbre de poissons ou crustacés au kg = 1000 / calibre visé en g. Nbre de juveniles requis pour produire 1 kg = nbre de poissons ou crustacés au KG / survie en % coût lié aux juveniles par kg produit = nbre d'alevins requis pour produire 1kg x coût par juvénile Coût juveniles par Kg	Ombrines : +1.85€/Kg	Ombrine : +1850€/T

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	<p>Alevin de tilapia : 0.50€</p> <p>Post-larve de chevrette: 0.05€</p>	<p>Coût juvéniles par Kg de Chevrettes = 5.33€</p>	<p>0.18€/pièce, Ecloserie marine de Gravelines, FMD, Aquastream)</p> <p>Tilapia : Tilapia prix 0.07€ l'alevin. Source écloserie Til Aqua international BV – Pays Bas)</p> <p>Chevrette : crevette pénéide japonaise (prix 0.036 €/pièce source écloserie de la petite Canau à Leucate)</p> <p>Autres : à préciser et à justifier</p>	<p>bar = 0.46 €</p> <p>Coûts Juvéniles par Kg de tilapias = 0.32€</p> <p>Coût juvéniles par Kg de Crevette = 3.84€</p>	<p>Tilapias : +2.01/Kg</p> <p>Chevrettes +1.49€/Kg</p>	<p>Tilapias : +2010€/T</p> <p>Chevrettes : +1490€/T</p>
Aliment	<p>Coût aliment disponible= Prix aliment départ + Coût transport + Coût stockage Taux moyen d'emprunt (source IEDOM)</p> <p>Prix aliment ombrine disponible : 1.86€</p> <p>Prix aliment Tilapia disponible : 1.70€</p>	<p>coût du kg d'aliment disponible en Guadeloupe = (Coûts de frêt + frais débarquement) / Qté d'aliment transporté</p> <p>Coût de l'aliment par Kg produit = IC x coût aliment disponible</p> <p>Coût aliment par Kg ombrine produit Guadeloupe : 4.10€</p> <p>Coût aliment par Kg tilapias produit Guadeloupe : 4.25€</p>	<p>Prix aliment ombrine : 1.2 €/kg aliment (source le Gouessant)</p> <p>Prix aliment Tilapia : 1.11€/kg (source le Gouessant)</p>	<p>Coût du Kg d'aliment hexagone</p> <p>Coût de l'aliment par Kg produit = IC x coût aliment disponible</p> <p>Coût aliment par Kg ombrine produit Hexagone : 2.64€</p> <p>Coût aliment par Kg tilapias produit</p>	<p>Ombrines : +1.46 €</p> <p>Tilapias : +1.47 €</p>	<p>Ombrines : 1 460 €</p> <p>Tilapias : 1 470 €</p>

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	Prix aliment chevette disponible : 1.70€	Coût aliment par Kg chevettes produit Guadeloupe : 12.37 €	Prix aliment chevette : 1.11€/kg (source le Gouessant)	Hexagone : 2.78€ Coût aliment par Kg chevettes produit Hexagone : 8.10 €	Chevettes : +4.27€	Chevettes : 4 270 €
Entreti en	- Entretien spécifique des cages immergeables par des spécialistes venus_d'Europe continentale	1 .Cout de la prestation en € 2.coût de l'entretien = Cout de la prestation/production annuelle 3000€ pour une ferme qui produit 15T/an soient 0.2€/Kg	Pas de coût équivalent en métropole	0	Le surcoût est égal au coût DOM +0.20€/Kg	200€/T
Servic e de conseil	visite annuelle d'un vétérinaire spécialisé : déplacement, perdiem (nourriture, hébergement, location véhicule) Les honoraires correspondant aux visites ne seront pas comptés car considérés équivalent à ceux de la métropole. Les honoraires compatibilisés pour les journées de voyage sont compatibilisés.	1. Coût de la visite en € dans le DOM hors honoraires considérés comme équivalent (journée sur site) 2. mutualisation possible du déplacement entre les entreprises du DOM : 1 jour par entreprise : Cout par entreprise =□ (Déplacement +nbre de perdiem)/nbre d'entreprises 3. Coût de la visite par entreprise/production annuelle 1 AR Paris PaP (700€) + 3 nuités et per diem (500€= 1200€ par ferme de 15 Tonnes/an		0	Dans la mesure ou les honoraires liés à l'intervention sur site ne sont pas comptés dans les couts RUP : surcout= cout RUP +0.08€/Kg pour une ferme de 15 T/an	80€/T
Assura nce	Aucune assurance n'accepte de couvrir les entreprises aquacoles dans les RUP. Nous ne pourrions considérer ce surcoût que lorsque cette possibilité sera ouverte, aucun calcul étayé de surcoût n'ayant été fourni					

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Frais de personnel	Non retenu par les RUP ou non justifié					
Télécommunication	Aucun calcul étayé de surcoût n'est fourni. Les coûts d'accès aux télécommunications seraient plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoquerait des situations de surcout dans une économie qui dispose de tous les moyens de communication moderne					
Coût liés aux activités de commercialisation visée à l'article 68 du FEAMP	NON pertinent					
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PRODUIT					Total des surcoûts = somme de la colonne C Ombrines : 3.59€/Kg Tilapias :	Surcoût ramené à la tonne de poids vif de référence : Somme de C / tonne poids vif de référence Ombrines : 3 590 €/T Tilapias : 3 560 €/T Chevrettes :

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

						3.56€/Kg Chevrettes : 5.76€	5 760€/ T
--	--	--	--	--	--	--	------------------

3.6. Calcul des surcoûts de la collecte

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B	Surcoût par KG de poisson Vif pêché
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>		
Collecte (pêche hauturière et transformateurs)	<p><u>coût de la collecte</u> : la collecte est réalisée par des tournées en petit utilitaire sur une distance moyenne de 60 km durant 4 heures Soit pour un coût par tournée de 0,54€/km (puissance basse de 5CV fiscaux, barème 2014) et un tarif horaire de main d'œuvre de 9,53€/heure, un coût par tournée de collecte de 71 euros</p> <p>sources : d'après enquête réalisée auprès d'opérateurs de pêche, de transformation et d'aquaculture Année de référence : 2014</p> <p><u>Nombre de collecte et quantité collectée</u> : La collecte est réalisée deux</p>	<p>1) <u>coût de la collecte</u> = 71 euros</p> <p>2) <u>calcul</u> : coût annuel DOM/ Volume collectée poids vif Soit : 660€/T (pêche hauturière)</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculé ci- dessus) 660€/T</p>	<p>En Métropole : du bateau au quai et du quai à la halle à marée dans la majorité des cas.</p> <p>Dans les DOM il n'existe pas de halle à marée, la collecte dans les DOM comprend donc les coûts de transport du quai vers le 1^{er} acheteur (coût carburant, assurance et location ou de leasing du camion le cas échéant, au prorata de l'activité de collecte). Le surcoût est donc égal au coût.</p>	0	660€/T	0,66€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	<p>fois par semaine, afin de préserver la qualité du poisson, soit 52 collectes durant la période de pêche de 6 mois (pêche hauturière).</p> <p>La quantité collectée moyenne est de 107 kg (production totale annuelle/nombre de collectes, soit 5,59T/52=106,9 kg)</p>						
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE						Total des surcoûts = 660€/T	Surcoût ramené au KG de poids vif de référence : 0,66€/kg

3.7. Calcul des surcoûts de la transformation

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	Détermination de la Colonne A : à gauche la justification, à droite la méthode de calcul		Détermination de la colonne B : à gauche la justification, à droite le coût ou prix de référence		Surcoût : C = A- B	Surcoût par KG de poisson Vif pêché
Poste	Références DOM (coûts, prix, source, année de référence)	Méthode de détermination du prix unitaire DOM et des coûts en €/tonne ou kilo par type de transformation <u>Colonne A</u>	Justification	Coût/prix de référence métropole <u>Colonne B</u>		
Matière première	La matière première est déjà aidée dans le cadre de la production. Les produits importés ne sont pas éligibles à la compensation (article 70 FEAMP)	0		0	0	
Energie	<u>Consommation d'électricité</u> : Coût moyen annuel de la consommation électrique = 1550€/T Source : données moyennes estimées d'après enquêtes auprès des opérateurs de transformation de Guadeloupe Année(s) de référence : 2013	1) <u>Coût moyen annuel</u> : consommation moyenne d'électricité annuelle de 1550€/T 2) <u>calcul du surcoût</u> = coût DOM (calculés ci-dessus) – (coût / 1,35) = 1550 – 1550/1,35=402€/T	Que ce soit pour de la réfrigération ou de la congélation. Etude ADEME = 35% de consommation d'électricité en plus dans les DOM	Base référence métropole = 1 Base référence RUP = 1 ,35	402€/T	0,402€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

Frais financiers	<p><u>Chiffre d'affaires</u> :</p> <p>CA annuel = 360000 €</p> <p>sources : estimation d'après enquête auprès d'un transformateur de la Guadeloupe</p> <p>Année(s) de référence : 2013</p> <p><u>Taux moyen d'emprunt</u> :</p> <p>Taux moyen d'emprunt : 3,95%</p> <p>Source : IEDOM , 2014</p>	<p>1) <u>coût de base</u> = 3 mois CA (pour le BFR) = (CA annuel/12)*3= 90000 euros</p> <p>2) <u>calcul</u> : (coût de base*taux moyen d'emprunt)/ Volume produit poids vif soit (transformation) Soit $90000 * 0,0395 / 30 = 119$ €/T</p> <p>3) <u>calcul du surcoût</u> : coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole (calculé sur la base du modèle de calcul DOM ci-dessus) Soit $119 - 81 = 38$ €/T</p>	Etude IEDOM 2014 = taux d'emprunt en métropole à 2,70%	taux métropole 2,70 %	38€/T	0,038€/kg
Assurances	<p>Non quantifiable :</p> <p>Comparaison impossible à cause des disparités de situations et de taux de couvertures des assurances entre les DOM.</p>					
Télécommunicat	Non quantifiable					

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

ion	Les coûts d'accès aux télécommunications sont plus élevés mais c'est surtout le manque de couverture ou de débit qui provoque des situations de surcoût pouvant être très élevés par rapport à une économie qui dispose elle de tous les moyens de communication moderne					
Services de Conseils	Non quantifiable : problématique plutôt conjoncturelle que structurelle : le surcoût est lié au fait qu'il faille faire venir des compétences dans ces territoires lorsqu'elles n'existent pas localement du fait de l'étroitesse du marché.					
Coûts liés aux investissements visés à l'article 69 du règlement FEAMP	Non renseigné					
Frais de personnel	<u>Coûts salaire</u> Salaire moyen annuel chargé = 36952 €/an Source : donnée comptable d'une entreprise de transformation	1) <u>salaire</u> : Salaire moyen annuel chargé (coût horaire chargé*35heures*52 semaines) soit 36952 €/an	Pour attirer les personnes les plus efficaces les entreprises ultramarines doivent offrir	Référence INSEE http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=19233 Salaire horaire brut Moyen dans les IAA (2009) : 12,2	104 €/T	0,104€/kg

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

	opérationnelle en Guadeloupe Année(s) de référence : 2013	2) <u>calcul</u> : coût masse salariale / Volume produit ramené poids vif (transformation) 36952/37=998€/T 3) <u>calcul du surcoût</u> = coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit 998 – 33080/37= 104€/T	une rémunération comparativeme nt plus attractive (éloignement, vie chère...). Au total l'entreprise ultramarine devra payer un salaire plus élevé : Source AFD, analyse comparative DOM et métropole : 1,42 est le coefficient pour obtenir un salaire chargé (avec charges patronales) à partir d'un salaire brut	€ Soit 12,2*35heures*1,42 *52 semaines = 33 080 €		
Conditionnement et emballage	pris en compte dans la partie commercialisation					
Réfrigération et congélation	Dans le poste : coûts de l'énergie					
Coût lié aux mesures pertinentes relevant de	Non renseigné					

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

l'article 69 du règlement FEAMP						
Renouvellement des outils de productions	<p><u>Coût du renouvellement des outils de production :</u> Coût base 2014 des outils de production neufs renouvelés tous les 15 ans : 720000 € pour un atelier de capacité 100 à 150 t /an.</p> <p>Source : estimation propre d'après étude de faisabilité d'un atelier de transformation en Martinique Année(s) de référence : 2007</p> <p>Lien url : http://www.parm.asso.fr/Etude-faisabilite-atelier-de.html</p>	<p>1) <u>coût du renouvellement des outils de production</u> = coût d'investissement des outils de production de référence / 15 ans.</p> <p>Soit 48000 €/an</p> <p>2)<u>calcul :</u> Montant du renouvellement des outils de production par unité de volume : coût de renouvellement/volume production poids vif Soit 48000/125=384€/T</p> <p>3)<u>calcul du surcoût :</u> coût DOM (calculés ci-dessus) – coût métropole Soit 384-384/1,75=164€/T</p>	<p>L'investissement de construction d'une usine dans les DOM coûte 75 % plus cher qu'en métropole (cf. référence approuvé communautaire aide d'Etat concernant la construction d'une usine à la Réunion (Crête d'or) en 2014 et aide d'état autorisé par la Commission en conséquence de ces surcoûts).</p> <p>Justification : A titre d'exemple, le coût au m² de structures similaires est de</p>	coût métropole = coût DOM annuel /1,75	164€/T	0,164€/kg

			<p>1.500 €/m² en métropole. Il est de 2.625 €/m² dans le projet (+75%) du fait de :</p> <p>1) Dimensionnement des écoulements et des stockages d'eau pluviale (obligation légale de « piéger » toute l'eau de pluie sur son terrain) pour infiltration surdimensionnés du fait des statistiques de pluviométrie beaucoup plus abondante dans les DOMs).</p> <p>2) Pour des raisons de coupures d'eau éventuelles pendant les cyclones, obligation d'avoir des stocks d'eau</p>		
--	--	--	--	--	--

			<p>potable surdimensionnés.</p> <p>3) Toujours du fait des cyclones, obligation d'être secouru en totalité au niveau électricité car les coupures durent souvent plusieurs jours. D'où un investissement sur 2 groupes électrogènes de grande puissance.</p> <p>4) Petite taille du marché : les équipements doivent pouvoir tout faire, en petite quantité, en changeant souvent d'opération. En effet, la gamme est très large pour répondre aux besoins du consommateur ultramarin mais le marché local</p>			
--	--	--	--	--	--	--

Plan de compensation des surcoûts de la pêche et de l'aquaculture – V4 – mars 2015

				est limité.			
SURCOUT GLOBAL PAR KG DE POISSON PECHE						Total des surcoûts = somme s de la colonn e C Soit 708 €/T	Surcoût ramené au KG de poids vif de référenc e : 0,708€/k g

4. Autorités compétentes

La Région Guadeloupe en tant qu'autorité de gestion déléguée pour cette mesure sera l'autorité compétente pour la mise en œuvre du plan de compensation Guadeloupe. Une interprofession pêche et aquaculture sera en charge de la mise en œuvre du plan de compensation, entre les opérateurs concernés et les autorités compétentes. Cette interprofession sera mise en place et fonctionnelle en début 2017. Une étape provisoire (2014-2015) et transitoire (2016) sont prévues préalablement à une étape fonctionnelle (2017-2020) pour mettre en œuvre ce plan préalablement à la création de l'interprofession.

5. Références

Agreste Guadeloupe, 2011. Enquête sur l'eau et l'assainissement en 2008. N° 9 - Juin 2011

EDF, 2014. Données tarifaires pour la métropole et la Guadeloupe. <http://guadeloupe.edf.com/> et <http://france.edf.com/> consulté le 29 janvier 2014

FranceAgriMer, 2014. Les cahiers de FranceAgriMer, Les filières pêche et aquaculture en France. Edition 2014, FranceAgriMer.

Guyader, O., Reynal, L., Lespagnol, P., Le Meur, C., Demanèche, S., Le Blond, S., Jean-Charles, C., Erialc, C., Rullé, L., Bourgeois, P., Cornou, A.S., Leblond, E., Merrien, C., Le Ru, L., Blanchard, F., Daures, F., Berthou, P. 2010. Synthèse des pêcheries de Guadeloupe 2010. Ifremer-sih-2012.03.31., 21 p.

Guyader, O., Reynal, L., Lespagnol, P., Le Meur, C., Demanèche, S., Le Blond, S., Jean-Charles, C., Erialc, C., Rullé, L., Bourgeois, P., Cornou, A.S., Leblond, E., Merrien, C., Le Ru, L., Blanchard, F., Daures, F., Berthou, P. 2011. Synthèse des pêcheries de Guadeloupe 2011. Ifremer-sih-2013.03.31., 21 p.

Guyader, O., Bellanger, M., Reynal, L., Demanèche, S. et P. Berthou, 2013. Fishing strategies, economic performance and management of moored fishing aggregating devices in Guadeloupe, *Aquat. Living Resour.* 26, 97–105 (2013)

INSEE, 2010. Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1304 consulté le 29 janvier 2014

6. Pièce jointe n°1 : Pièces d'usure

(source: SAD groupe Cap'tain Nautic)				sources: USHIP ,BIGSHIP, oscar.com, pieces-bateaux.com, piece-mercury.fr			
DOM				Métropole			
	prix unitaire	durée de vie (en année)	coût annuel	prix unitaire	coût annuel		
bougies	6,55 €	-	6,55 €	3,75	3,75 €	bougie allumage NGK ZFR5F	
courroie de distribution	23,25 €	-	23,25 €	16,37	16,37 €	courroie mercury	
filtres divers	28,16 €	-	28,16 €	18,6	18,60 €	filtres huile mercury 115-150 cv 4T, filtre à essence in line 150 4 ref 8M0057677	
batteries et accessoires	274,40 €	2	137,20 €	153	76,50 €	batterie 100AH 12V, nourrice pour moteur hors-bord et poire d'amorçage	
liquide hydraulique	880,00 €	-	880,00 €	749	749,00 €	direction hydraulique baystar	
cartouche essence		-	- €		- €	tuyau d'essence type HOSE	
pompe de vivier		-	- €		- €		
anodes moteur		-	- €		- €	anode écrou d'arbre 30 mm	
cable accélérateur		3	- €		- €	kit de direction hydraulique pour un moteur HB inférieur à 150 CV kit teleflex baystar	
entretien circuit électrique		-	- €		- €		
cordon alimentation GPS		3	- €		- €		
motorisation		5	- €		- €		
COÛT MOYEN ANNUEL			1 075,16 €		864,22 €	surcoût	1,24408137

7. Pièce jointe n°2 : Equipements de sécurité, de navigation et de pêche

source prix unitaire :		exemple : moyenne prix catalogues A, B et C	
équipements de sécurité et de navigation			
DOM			
	prix unitaire DOM	durée de vie (en année)	coût annuel
radeau de survie		10	- €
révision radeau		-	- €
VFI		5	- €
brassières	33,73 €	5	6,75 €
révision gilets VFI		-	- €
alarme détection		10	- €
flotteur alarme montée d'eau		3	- €
extincteur 2kg	38,70 €	6	6,45 €
contrôle extincteur		-	- €
fusées parachute		3	- €
ancres brittany et chaîne	146,28 €	3	48,76 €
compas offshore 105	185,00 €	5	37,00 €
réflecteur radar	49,90 €	5	9,98 €
Radar	1 690,00 €	5	338,00 €
sondeur Garmin 550C	579,90 €	5	115,98 €
Pilote automatique	1 890,00 €	5	378,00 €
COUT MOYEN ANNUEL			940,92 €
équipements de pêche			
liste à élaborer par chaque RUP	prix unitaire DOM	durée de vie (en année)	coût annuel
COUT MOYEN ANNUEL			- €
COUT MOYEN ANNUEL TOTAL		940,92 €	
		surcoût	
		1.42186738	

source prix unitaire métropole :		exemple : moyenne prix catalogues A, B et C	
Métropole			
	prix unitaire métropole	coût annuel	
		- €	
		- €	
		- €	
	15,4	3,08 €	
		- €	
		- €	
		- €	
	32,6	5,43 €	
		- €	
		- €	
	95,86	31,95 €	
	152,41	30,48 €	
	21,66	4,33 €	
	1149	229,80 €	
	345,83	69,17 €	
	1437,5	287,50 €	
		661,75 €	
COUT MOYEN ANNUEL TOTAL		661,75 €	

8. Calculs des surcoûts pour insuffisance de production pour déprédation par le poisson-lion⁽¹⁾ :

Les retours d'expérience de pêcheurs au casier ont clairement mis en évidence que la présence d'un poisson-lion dans un casier empêche l'entrée de toute autre espèce dans le piège (d'après entretiens conduits avec pêcheurs au casier en Guadeloupe, à Saint-Martin et Martinique). Ainsi, l'invasion du poisson-lion dans les écosystèmes coralliens des Antilles peut largement réduire les captures de poissons et crustacés de la pêche au casier, tant par la perte de biomasse de la prédation du poisson-lion que par l'effet du poisson-lion sur la capturabilité des autres espèces. Ce phénomène d'effarouchement des autres espèces par le poisson-lion peut être assimilé à un phénomène de déprédation.

Des pêcheurs au casier reportent que leurs captures de poisson-lion concernent parfois la moitié de leurs casiers et que les captures par casier atteignent très souvent 5 à 6 kg de poisson-lion. Il n'est pas rare que ces captures atteignent 50 kg par marée, voire beaucoup plus. En 2013, le comité des pêches de Guadeloupe (CRPMEM-G) a considéré que les prises de poissons-lion étaient équivalentes à celles des mérous pour la pêche au casier. Par conséquent, le comité a estimé que la pêche professionnelle au casier capturait annuellement plus de 50 tonnes de poissons-lions. En Guadeloupe, à Saint Barthélemy et à Saint Martin, les prises de poissons-lions représenteraient donc 9% de la production annuelle totale de la pêche au casier, plaçant ainsi le poisson-lion en 3ème position des poissons les plus capturés par la pêche au casier sur plus de 14 espèces (Guyader et al., 2011).

Nous estimons dans cette partie les pertes économiques générées par la présence du poisson-lion par une réduction annuelle en valeur des captures de poissons et crustacés pour la pêche au casier. Afin d'estimer la réduction des captures de poissons commerciaux, nous évaluons la probabilité que le nombre de poissons pris dans les casiers soit nul. Nous avons évalué que 9% des captures au casier en Guadeloupe étaient des prises de poissons-lions. A cela s'ajoute l'effet d'effarouchement du poisson-lion. Nous considérons que le poisson-lion a une chance sur trois d'être le premier à pénétrer dans les casiers et d'empêcher du même coup la capture d'autres espèces.

Probabilité d'une réduction de 100% des poissons commerciaux = Probabilité présence du poisson-lion dans les casiers * Probabilité de rentrer en 1er dans les casiers = $(9/100) * (1/3) = 3\%$. La probabilité que les captures de poissons commerciaux soient nulles dans les casiers de Guadeloupe est donc de 3%. D'après nos calculs fondés sur les données de l'Ifremer (2011), les pertes liées à ces moindres captures sont estimées à plus 160 000 euros en Guadeloupe, à Saint Barthélemy et à Saint Martin, soit un coût unitaire de 289 euros/T. Les résultats sont présentés au tableau suivant.

Tableau 11: Perte économique annuelle liée à la réduction de production de la pêche au casier

	Guadeloupe, Sait Barthélemy et Saint-Martin
Volume total annuel de la pêche au casier (kg/an)	553 000
Capture annuelle moyenne de poissons-lions au casier (équivalent mérou) (kg/an)	50 000
Réduction annuelle de capture de poissons/crustacés commerciaux	3%
Valeur totale estimée (euros/an)	5 337 000
Perte économique annuelle totale (euros/an)	160 110

Source : Guyader et al, 2011

¹ Ce texte est issu d'un rapport réalisé par Vertigo conseil dans le cadre du projet « PoLiPA - Poisson-Lion dans les Petites Antilles : gestion, lutte, recherche et coordination », volet « Evaluation économique de la lutte contre le poisson-lion dans les Petites Antilles françaises » en collaboration avec l'Observatoire du Milieu Marin Martiniquais.